

N. 44

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 35 m.
De vergadering wordt geopend om 14 h 35 m.

CONGES — VERLOF

Mme Cahay-André, MM. Bayenet, Collignon, Mahoux, pour d'autres devoirs, et Vandersmissen, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Cahay-André, de heren Bayenet, Collignon, Mahoux, wegens andere plichten, en Vandersmissen, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

COMMUNICATIONS — MEDEDELINGEN

Parlement européen — Europees Parlement

M. le Président. — Par lettre du 12 janvier 1993, le président du Parlement européen a transmis au Sénat:

1. Une résolution sur le premier rapport de la Commission sur l'application de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs;

Bij brief van 12 januari 1993 heeft de voorzitter van het Europees Parlement aan de Senaat overgezonden:

1. Een resolutie over het eerste verslag van de Commissie over de toepassing van het Gemeenschapshandvest van de sociale grondrechten van de werkenden;

2. Une résolution sur les négociations en vue de la conclusion d'un accord de pêche entre la Communauté économique européenne et la république de Namibie;

2. Een resolutie over de onderhandelingen betreffende een visserijovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de republiek Namibië;

3. Une résolution sur les conclusions de la réunion du Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992;

3. Een resolutie over de conclusies van de zitting van de Europese Raad op 11 en 12 december 1992 te Edinburgh;

4. Une résolution sur le médiateur européen;

4. Een resolutie over de Europese ombudsman;

5. Une résolution sur les commissions parlementaires d'enquête;

5. Een resolutie over parlementaire enquêtecommissies;

6. Une résolution sur le projet d'accord entre la Communauté et les Etats-Unis sur les produits agricoles dans le cadre des négociations du GATT;

6. Een resolutie over de ontwerp-overeenkomst tussen de Gemeenschap en de Verenigde Staten over landbouwprodukten in het kader van de GATT-onderhandelingen;

7. Une résolution sur le premier rapport annuel du Comité des gouverneurs sur ses activités et sur la situation monétaire et financière dans la Communauté (juillet 1990-décembre 1991);

7. Een resolutie over het eerste jaarverslag inzake de activiteiten van het Comité van presidenten en inzake de monetaire en financiële situatie in de Gemeenschap (juli 1990-december 1991);

8. Une résolution sur le septième rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la mise en œuvre du Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur;

8. Een resolutie over het zevende verslag van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement over de uitvoering van het Witboek van de Commissie betreffende de voltooiing van de interne markt;

9. Une résolution sur le suivi à donner au programme du marché intérieur de 1992;

9. Een resolutie over het noodzakelijke vervolg op het programma voor de totstandbrenging van de interne markt in 1992;

10. Une résolution sur le XXI^e rapport de la Commission sur la politique de concurrence;

10. Een resolutie over het XXI^e verslag van de Commissie over het mededingingsbeleid;

11. Une résolution sur l'application de la politique communautaire de la concurrence dans le secteur des assurances.

11. Een resolutie over de toepassing van het mededingingsbeleid van de Gemeenschap in de verzekeringssector.

— Renvoi à la commission des Relations extérieures.

Verwezen naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

Cour des comptes — Rekenhof

M. le Président. — Par dépêches des 11 et 13 janvier 1993, la Cour des comptes communique au Sénat qu'elle n'a pas d'observations au sujet des budgets administratifs modifiés du ministère des Communications et de l'Infrastructure et de la Dette publique pour l'année budgétaire 1992.

Bij dienstbrieven van 11 en 13 januari 1993 deelt het Rekenhof aan de Senaat mede dat het geen opmerkingen heeft in verband met de gewijzigde administratieve begrotingen van het ministerie van Verkeer en Infrastructuur en van de Rijksschuld voor het begrotingsjaar 1992.

— Renvoi aux commissions de l'Infrastructure et des Finances.

Verwezen naar de commissies voor de Infrastructuur en voor de Financien.

M. le Président. — Par dépêche du 13 janvier 1993, la Cour des comptes fait connaître au Sénat ses observations au sujet de la délibération n° 3120, prise par le Conseil des ministres le 24 décembre 1992, et relative à des dépenses en marge du budget.

Bij dienstbrief van 13 januari 1993 deelt het Rekenhof aan de Senaat zijn opmerkingen mede over de beraadslaging nr. 3120, aangenomen in de Ministerraad van 24 december 1992, betreffende uitgaven buiten de begroting.

— Renvoi à la commission des Finances.

Verwezen naar de commissie voor de Financien.

M. le Président. — Il est donné acte de cette communication au premier président de la Cour des comptes.

Van deze mededeling wordt aan de eerste voorzitter van het Rekenhof akte gegeven.

Objecteurs de conscience — Gewetensbezwaarden

M. le Président. — En application de l'article 35bis des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 et modifiées notamment par la loi du 20 avril 1989, le ministre de l'Intérieur a transmis au Sénat, par lettre du 12 janvier 1993, le rapport semestriel sur l'application de ladite loi, couvrant la période du 1^{er} janvier 1992 au 30 juin 1992.

In uitvoering van artikel 35bis van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980 en inzonderheid gewijzigd bij de wet van 20 april 1989, heeft de minister van Binnenlandse Zaken bij dienstbrief van 12 januari 1993 aan de Senaat het semestriel verslag toegezonden over de toepassing van deze wet met betrekking tot de periode van 1 januari 1992 tot 30 juni 1992.

— Dépôt au greffe.

Neergelegd ter griffie.

REVISION DE LA CONSTITUTION HERZIENING VAN DE GRONDWET

REVISION DE L'ARTICLE 26 DE LA CONSTITUTION (PROPOSITION DE TEXTE RELATIVE AU REFERENDUM)

Reprise de la discussion

Examen des amendements

HERZIENING VAN ARTIKEL 26 VAN DE GRONDWET (VOORSTEL VAN TEKST BETREFFENDE HET REFERENDUM)

Hervatting van de bespreking

Beraadslaging over de amendementen

M. le Président. — Nous reprenons l'examen de la proposition de révision de l'article 26 de la Constitution déposée par MM. de Donnée et Foret.

Wij hervatten de bespreking van het voorstel tot herziening van artikel 26 van de Grondwet, ingediend door de heren de Donnée en Foret.

La parole est à M. Foret.

M. Foret. — Monsieur le Président, j'hésite à prendre la parole en l'absence de représentants du Gouvernement...

M. le Président. — Comme nous examinons une proposition de révision de la Constitution, la responsabilité du Gouvernement n'est nullement engagée, monsieur Foret.

Il appartient aux Chambres de discuter de la révision de la Constitution de façon tout à fait autonome, sans aucun lien avec le Gouvernement.

M. Foret. — Monsieur le Président, je m'étonne simplement et prends acte du fait que le Gouvernement estime ne pas devoir suivre ce débat portant sur l'introduction du référendum législatif dans la Constitution ou ne devoir le suivre que partiellement.

M. Monfils. — Les ministres n'ont pas le temps, ils sont pris par les accords sur les écotaxes!

M. de Donnée. — Ils ont constaté ce matin que les membres de la majorité étaient suffisamment caporalisés que pour pouvoir rester seuls.

M. le Président. — Pour la vérité historique, je dois vous faire remarquer que M. le ministre Tobback a essayé ce matin, à plusieurs reprises, de prendre la parole, mais, n'étant pas inscrit, il n'en a pas eu l'occasion.

M. de Donnée. — Il a parfois des choses intéressantes à dire.

M. Foret. — Monsieur le Président, je suis l'auteur, avec M. de Donnée, d'une proposition de révision de l'article 26 de la Constitution visant à introduire le référendum législatif dans notre Constitution. En vertu de cette proposition, le pouvoir législatif pourrait être exercé par le corps électoral, à l'initiative d'un tiers au moins des membres de chacune des Chambres ou d'une proportion d'électeurs que la loi détermine.

M. de Donnée a présenté la proposition ce matin, en a défendu la philosophie et a d'ores et déjà répondu à un certain nombre d'objections formulées à son encontre.

Un intéressant débat a eu lieu en commission. Notre rapporteur, M. Van Belle, s'est acquitté avec talent de la délicate mission de le reproduire. J'essayerai d'éviter de paraphraser le discours et le rapport de mes deux illustres collègues. Je tiens simplement à mettre l'accent sur un certain nombre de points qui me paraissent essentiels.

Je souhaiterais, en premier lieu, redonner son sens exact à la proposition et mieux définir le rôle que nous voudrions lui assigner. Nous ne pensons pas que celle-ci soit révolutionnaire, en ce sens qu'elle serait particulièrement originale. Au contraire, on s'intéresse depuis longtemps en Belgique aux formes de participation directe des citoyens à la vie publique. Les documents parlementaires sont éloquentes. Depuis 1968, j'ai dénombré, en collaboration avec les services du Parlement, pas moins de 53 initiatives prises à la Chambre et au Sénat en matière de référendum et de consultation populaire, tant au niveau national qu'au niveau communal.

On retrouve, au sein de la population, la même évolution vers l'acceptation d'un référendum de type législatif. En effet, depuis 1980, de larges courants d'opinions se sont prononcés en ce sens par voie de sondage. Aujourd'hui encore, une initiative, connue sous le nom de « l'Appel des quatorze », vise à obtenir, par voie de pétition, une consultation populaire sur les projets de réforme de la Constitution. Cette initiative s'inscrit indéniablement dans le même mouvement et témoigne de la permanence de celui-ci.

Par ailleurs, notre proposition n'est pas exhaustive et parfaite en tous points. Nous avons tenté d'en cerner les limites, car nous avons prévu qu'elle ne constituerait qu'une première étape.

A l'avenir, le référendum constitutionnel pourrait être introduit à l'occasion d'une modification de l'article 131 de la Constitution et le référendum décrétoal pourrait voir le jour en modifiant les articles 59bis et 26bis de la Constitution.

Les débats en commission, ainsi qu'en séance publique ce matin, nous ont également démontré que certaines objections techniques étaient tout à fait pertinentes et justifiaient assurément un examen approfondi des modalités d'application de la proposition.

Si notre proposition n'est probablement ni très originale ni parfaite, nous croyons qu'elle vient à son heure et que son principal intérêt est de susciter un débat capital, ici même au Parlement ou auprès de leurs électeurs, sur la façon dont les uns et les autres conçoivent la démocratie.

Pour nous, le référendum est essentiellement et profondément démocratique. Il correspond à un développement de la démocratie qui tient compte de l'évolution du niveau culturel et civique de la population. S'opposer à son instauration, c'est, à mes yeux, manifester la même incompréhension, le même manque de considération à l'égard des citoyens que ceux qui, aux époques antérieures, s'opposèrent à l'instauration du suffrage universel et au droit de vote des femmes.

Le référendum est aussi un droit des citoyens, en ce sens qu'il est un recours que ceux-ci peuvent exercer contre certaines décisions de leurs dirigeants, ou un droit d'initiative de la population qui souhaite participer à la gestion de la société.

Le référendum législatif constitue donc un moyen actif pour les citoyens d'exercer leurs droits.

A l'heure où chacun se complaît à évoquer le « déficit démocratique » et réclame une démocratie plus vivante, n'y a-t-il pas lieu de mener une réflexion approfondie en la matière ?

Aujourd'hui comme hier, on invoque les mêmes arguments pour écarter le référendum. Or, l'analyse n'est pas toujours saine et objective. Permettez-moi de tenter d'apporter quelques éléments de réponse à cette problématique.

Ma principale critique porte sur le fait que notre Constitution, fondée sur le principe de la démocratie représentative, ne permet pas l'organisation d'un référendum.

Je me rallie bien volontiers à l'opinion des éminents constitutionnalistes qui estiment que le référendum est incompatible avec la lettre et l'esprit de notre Constitution. En effet, les articles 32 et 25, paragraphe 2, de la Constitution se bornent à n'accorder que l'électorat et l'éligibilité comme droits directs du citoyen dans notre société politique.

C'est évidemment pour cette raison que nous proposons de réviser l'article 26 de notre loi fondamentale et d'introduire le processus référendaire. En effet, il faut permettre aux citoyens de se prononcer plus souvent et plus directement sur les questions qui engagent l'avenir de la collectivité.

Mais les objections des adversaires du référendum vont bien au-delà. Certains estiment que le Congrès de 1831 aurait, une fois pour toutes, écarté la démocratie semi-directe au profit de la démocratie parlementaire.

Le concept républicain de représentativité, qui a servi de modèle à nos constituants, concentrerait toute la souveraineté dans la personne des élus de la nation et exclurait donc le référendum.

Quelle que soit l'éventuelle vérité historique de cette argumentation, nous ne pouvons l'accepter car elle est profondément méprisante à l'égard des électeurs, que l'on refuse de traiter comme des adultes susceptibles de discernement. L'exemple des pays qui ont introduit le référendum dans leur législation démontre au contraire que les masses populaires sont généralement bien plus raisonnables que bon nombre de dirigeants politiques dont la démagogie va souvent au-delà des aspirations de la population. Cette argumentation fait preuve d'une prétention professorale insupportable dans le chef des parlementaires. Ceux-ci seraient-ils donc seuls aptes à envisager les problèmes, à poser les questions et à y répondre valablement ? Cela me paraît ridicule !

Ne peut-on pas simplement admettre qu'il ne s'agit pas de retirer des compétences aux élus de la nation, mais d'offrir au législateur, grâce au référendum, un éclairage nouveau sur les choix opé-

rés par les citoyens. Certes, tous les pouvoirs émanent de la nation, mais si celle-ci précise elle-même l'étendue des droits qu'elle veut accorder à ses représentants et l'étendue des droits qu'elle se réserve, cette décision me paraît parfaitement légitime. Pourquoi, dans un tel contexte, les représentants de la nation s'opposeraient-ils à ce que celle-ci détermine elle-même cette frontière ?

Une autre critique, souvent formulée, porte sur le fait que les résultats du référendum seront souvent incertains et qu'ils risquent d'engendrer de graves divisions. Les partisans de cette thèse confondent, à mes yeux, référendum et plébiscite et méprisent quelque peu les règles du jeu démocratique dans lequel le résultat d'un scrutin doit être respecté. On cite fréquemment, à l'appui de cette thèse, le récent référendum français sur le Traité de Maastricht où l'on a, paraît-il, frisé la catastrophe. Nous croyons plutôt que le référendum en France a clairement montré que la population savait faire preuve de responsabilité puisqu'elle a répondu affirmativement à l'avancée européenne. Mais, par leur vote nuancé, les citoyens français ont très clairement attiré l'attention du monde politique sur les défauts de l'intégration européenne, notamment sur le déficit démocratique des institutions communautaires. La construction européenne ne se fera pas sur le dos des citoyens : c'est un des messages-clés du scrutin référendaire français.

Dans un récent ouvrage, Thierry Jeantet a montré, à partir d'expériences vécues à l'étranger, que les risques de dérive du référendum étaient des épouvantails sans rapport avec les réalités ; ni plébiscitaires, ni favorables aux extrêmes, ni propices aux coups de folie, ni excessivement conservateurs, ni systématiquement progressistes, ni dévalorisants pour les parlements en place, les résultats des référendums organisés, là où le système existe, reflètent les réalités d'une démocratie vivante, et dès lors imprévisible.

Lorsque l'on évoque le référendum en Belgique, on s'expose presque toujours à se voir opposer le spectre de la question royale.

Je ferai tout d'abord remarquer que cette consultation populaire sur le maintien du Roi Léopold III au pouvoir n'était pas un référendum décisionnel. Le Parlement gardait le pouvoir du dernier mot. Il convient également d'examiner dans quel contexte s'est déroulée cette consultation populaire. Les séquelles de la guerre étaient encore très présentes dans les esprits. N'oublions pas qu'il y a plus de quarante ans que l'événement a eu lieu ! Quarante années qui ont vu se généraliser l'accès à l'instruction, qui ont vu le développement de l'enseignement supérieur, l'extraordinaire maturation de la jeunesse et la hausse générale du niveau d'instruction de la population. N'oublions pas que, malgré tout, cette consultation populaire a finalement permis au pays de sortir de l'impasse et que quarante ans plus tard, la royauté est toujours en place.

D'autres exemples étrangers sont également probants. Le récent référendum canadien nous fournit également un bel exemple de l'inconsistance de la vision apocalyptique des adversaires du référendum. Les Canadiens, dans leur grande majorité, ont rejeté le modèle constitutionnel qu'on leur proposait. Ils ont préféré s'en tenir au statu quo. Assistons-nous depuis lors à l'éclosion du Canada ? A-t-on constaté des troubles, des révoltes dans les rues de Montréal, de Québec, d'Ottawa ou de Vancouver ? Les Canadiens ont rejeté le modèle de réformes constitutionnelles qu'on leur proposait, sans plus ; ce n'est pas pour cela qu'ils veulent faire éclater le pays et que francophones et anglophones ne veulent plus vivre ensemble. Une fois de plus, cela démontre que les citoyens sont responsables — pourquoi les Belges le seraient-ils moins que les Canadiens ? — et que pour leur permettre d'exercer librement leur choix, il faut leur présenter des alternatives. Ils retiendront celle qui correspondra le plus à leurs désirs, à leurs aspirations.

Il appartient aussi aux parlementaires que nous sommes d'exercer notre rôle et de démontrer notre sens des responsabilités en faisant le meilleur usage des résultats du référendum. C'est un bel outil de la démocratie qui peut être mis demain à notre disposition mais qui ne devra jamais constituer une raison supplémentaire pour le Parlement d'abdiquer ses responsabilités.

Enfin, diverses objections de caractère plus technique sont souvent formulées. Je n'en évoquerai qu'une, celle suivant laquelle « les problèmes seraient tellement complexes qu'ils ne peuvent

être clairement expliqués, voire compris par la population ». On nous dit qu'en Belgique, tout particulièrement les grands projets de loi, les réformes constitutionnelles, résultent de longs compromis entre les partenaires politiques. Leur complexité est telle qu'on ne peut les expliquer dans le détail à la population qui, bien entendu, ne pourrait saisir toutes les nuances et toutes les implications des problèmes.

Les exemples français et canadien démontrent à suffisance l'inconsistance de cet argument. Le référendum permet tout au contraire un débat de fond et diminue la partitocratie, le strass, les frous-frous de la politique-spectacle.

De récents sondages ont montré à quel point nos concitoyens se désintéressaient du débat européen, par contraste avec l'enthousiasme rencontré en France ces derniers mois.

Bien peu de Belges savent que notre pays a ratifié le Traité de Maastricht. Pas un Français n'ignore que son pays a dit « oui » à l'intégration européenne. Pourquoi refuser aux Belges ce que l'on a accordé aux citoyens de tant d'autres nations développées ?

Je ne prétends pas que tous les citoyens français ont compris toutes les subtilités de l'enjeu européen, mais qui peut affirmer que tous les parlementaires belges ont examiné à la loupe chaque ligne du Traité de Maastricht ?

Une fois encore, faisons confiance à la population. Nos concitoyens ont atteint un degré d'instruction générale élevé qui leur permet de juger des problèmes complexes.

Prenons garde : si le jeu politique consiste à s'entourer d'un brouillard opaque de complications et à traiter de tous les problèmes à huis clos dans les châteaux, dans les conclaves, alors, il n'y aura plus de place pour la démocratie.

Si une loi ou une réforme constitutionnelle atteignent un niveau de complexité tel qu'elles se révèlent inexplicables, alors elles sont à coup sûr inapplicables. Comme certains aujourd'hui tentent de le faire, on ne peut seulement juger de l'intérêt, du bien-fondé d'une loi, d'une réforme par le seul fait qu'elles sont le reflet d'un long et habile compromis. Admettre ce point de vue serait reconnaître que dès l'instant où une loi, une réforme réunissent un large consensus au sein d'une majorité politique, elles constituent nécessairement la bonne voie, la voix de la raison. Ce serait nier qu'en d'autres temps, dans un autre contexte, une majorité parlementaire autrement composée puisse soutenir une loi ou une réforme bien meilleure.

Dans ce pays, la thèse du « compromis de la dernière chance » a été tellement utilisée et galvaudée qu'elle n'effraie plus aucun de nos concitoyens et qu'elle ne doit plus constituer pour aucun gouvernement un moyen de s'en sortir.

Le moment de conclure est venu. Vous l'aurez remarqué : à aucun moment de mon exposé, je n'ai fait référence à la situation politique ou à des arguments circonstanciels. Dans le respect de nos traditions parlementaires, j'ai voulu défendre un projet auquel tous les membres du PRL sont attachés. J'ai l'intime conviction que la proposition consistant à introduire le référendum législatif dans la Constitution est de nature à améliorer le processus démocratique. En effet, il améliorera tout d'abord le sens des responsabilités de nos concitoyens. La mise en œuvre de la procédure référendaire nécessitera d'ailleurs l'accord d'un nombre élevé d'entre eux. Ensuite, le référendum obligera la classe politique à une simplification et à une clarification du débat. Qui pourrait nier le caractère particulièrement obscur et ésotérique de notre débat politique ? Par ailleurs, le référendum transcendera les clivages des partis politiques.

La réponse à la question posée ne dépendra pas seulement de l'appartenance à un parti. Les « oui » et les « non » dépasseront les frontières partisans. Le référendum français nous en a fourni un exemple. Enfin, je pense que le référendum améliorera le processus démocratique parce qu'il restaurera le contrat de confiance qui existe entre les électeurs et leurs élus, parce qu'il réduira la distance qui les sépare aujourd'hui.

Le référendum devrait également avoir une autre grande vertu : constituer un garde-fou contre les sottises que peuvent, de tout temps et en tout lieu, commettre les élus. Je ne citerai qu'un seul exemple tiré de la politique belge mais il est d'importance : le nouveau projet de réforme des institutions, dont nous entamons

aujourd'hui l'examen en séance publique et qui a accompli un bien pénible chemin de croix, le menant de conclaves en châteaux avant de nous parvenir, devrait être soumis, dans un véritable régime démocratique, à l'analyse et à la sanction directe de la population, non pas dans deux ans, confondu dans une série d'autres questions soulevées lors des élections législatives, mais maintenant et par un processus référendaire. Il est tout de même incroyable qu'un projet qui modifie de manière aussi importante notre charte fondamentale ne fasse même pas l'objet d'une interrogation des citoyens. Le Gouvernement change les règles du jeu au milieu du parcours et il n'estime même pas nécessaire de demander l'avis de la population belge.

Que reste-t-il, aujourd'hui, de tant de déclarations et de projets généreux ? Où sont les engagements de M. Wathelet pour la nouvelle citoyenneté ? Dans le journal *Le Soir* du 27 février dernier, M. Franklin Dehousse, professeur de droit public à l'Université de Liège et collègue de M. Wathelet, n'hésitait pas à déclarer : « On glose à perte de vue sur la nouvelle citoyenneté, eh bien, que l'on commence à demander leur avis aux citoyens... » Je parierais volontiers que M. Dehousse pensait à M. Wathelet en invoquant la nouvelle citoyenneté. Où sont les déclarations de tous les parlementaires de la majorité qui n'ont pas hésité, dans le passé, à défendre le référendum d'initiative communale ou à prôner des consultations populaires, dans les Fourons, par exemple ? Comment M. Happart, actuellement présent parmi nous, votera-t-il vendredi ? Voici peu de temps, il s'est fait, à juste titre, le défenseur d'un référendum — d'une consultation populaire — à Fouron. Nous l'avons soutenu. Nous avons été surpris, ce matin, d'entendre M. Lallemand tenir des propos d'une autre nature.

M. Lallemand. — Vous ne m'avez pas écouté, M. Foret. J'ai indiqué, ce matin, que j'étais en faveur d'une consultation populaire au niveau communal.

M. Foret. — Je vous ai écouté et pense vous avoir compris. Je voudrais toutefois revenir sur votre réaction. Pourriez-vous nier que l'ampleur du problème tel qu'il s'est posé à Fouron dépassait — et de loin — cette seule commune et que l'enjeu en était indubitablement national ?

M. Lallemand. — C'est vrai.

M. Foret. — Il suffisait d'écouter nos collègues et la population du nord du pays pour mesurer combien ce référendum, pourtant normal, suscitait des problèmes...

M. Arts. — Référendum non autorisé !

M. Foret. — Voilà un autre point de vue ! Il existe donc des consultations qui sont légitimes quand elles vous arrangent et d'autres qui ne le sont pas quand elles vous dérangent ! Le référendum dont il est question aujourd'hui vous dérange car il est proposé — malheureusement pour vous ! — au moment où le Parlement doit analyser un projet de modification de la Constitution que la population ne pourrait accepter — vous le savez — car il n'est pas valable... Je constate en tout cas que certains membres de votre parti — parmi d'autres — n'ont pas hésité, dans le passé, à faire de grandes déclarations sur le référendum, pas seulement communal mais aussi législatif...

De heer Arts. — Neen.

M. Foret. — Des membres de votre propre parti — notamment M. Cooreman — n'ont pas hésité à défendre le référendum d'initiative législative. Vous persistez donc dans un comportement de type « deux poids, deux mesures » ou, en d'autres termes, « deux moments, deux discours ». Je trouve cela dommage.

Pour ma part, dans le cadre de cette intervention, j'ai séparé la partie politique des aspects relatifs au fond, tant il est vrai que je voulais éviter que des questions comme celles que nous évoquons pour le moment obèrent un débat qui me semble essentiel et nous empêchent de trouver une solution — que j'estime indispensable — à notre déficit démocratique.

Par ailleurs, je me demande aussi où sont les Ecolos. Ils sont peut-être présents, aujourd'hui, dans cet hémicycle mais on ne les entend guère...

M. Vaes. — Nous réinterviendrons tout à l'heure, monsieur Foret.

M. Foret. — Je vous écouterai avec attention. J'espère que vous défendrez cette participation populaire qui vous tient tant à cœur et que vous n'aurez pas, au prix de quelques taxes supplémentaires, la tentation — aujourd'hui ou vendredi — d'y renoncer.

M. Vaes. — M. Benker a, ce matin, défendu la participation populaire au nom des deux groupes écologistes. Il fallait être présent.

M. Foret. — Nous espérons que, sur l'ensemble de la révision de la Constitution, votre position sera conforme aux propos de M. Benker ainsi qu'à vos programmes parlementaires et électoraux, et que vous aurez le souci de faire en sorte que cette réforme de la Constitution n'entre en vigueur qu'après la tenue d'une consultation populaire. Nous déposerons des amendements en ce sens. Nous espérons que vous les voterez favorablement et que ce que vous croyez avoir obtenu en ce qui concerne les bouteilles en plastique ou en PVC ne vous empêchera pas de vous souvenir du contenu de votre déclaration initiale.

En outre, où sont-ils, tous ceux qui n'ont pas manqué de promettre à leurs électeurs qu'ils les consulteraient plus souvent? Chers collègues, aujourd'hui et vendredi, vous aurez une nouvelle occasion de montrer que vous avez toujours la même opinion. Je suis d'ailleurs persuadé que vous continuerez à tenir ce genre de discours dans les permanences électorales et lors des débats politiques.

Ne se trouve-t-il donc pas ici, au sein de cette assemblée, une majorité de parlementaires pour dire que la modification de l'Etat belge ne peut se résoudre sans une consultation de tous les Belges?

N'y a-t-il donc personne pour dire que, quand un Etat démocratique en arrive à déduire de ses principes constitutionnels que l'ignorance délibérée de ses citoyens est de droit, cet Etat est en danger de mort? Ne se trouvera-t-il donc pas, ici, des hommes et des femmes de bon sens pour dire que «la meilleure façon de régler un problème, en cas de blocage extrême, c'est d'accroître la participation des citoyens à la vie publique» et que le référendum législatif est un de ces moyens?

Avec M. de Donnée et tous les membres du PRL, c'est en tout cas ce que nous vous proposons aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, les critiques formulées à l'encontre de la pratique du référendum, voire de la consultation populaire, peuvent être ramenées à cinq axes principaux: la manipulation de l'opinion; le risque de voir la multiplication des consultations engendrer la lassitude; la cristallisation de coalitions hétéroclites de mécontents pouvant déboucher sur la non-décision; la mise en relief exacerbée, dans un pays comme la Belgique, d'oppositions communautaires et régionales; l'encouragement de la hargne ou de la vindicte populaire contre la classe politique.

Revenons sur ces différents arguments.

Premièrement, en certaines circonstances, dans un contexte donné, le référendum ou la consultation peuvent se transformer en plébiscite; nombre de dictateurs en tout genre n'ont pas hésité à en user à des fins personnelles pour légitimer leur action. Ce type de manipulation est d'autant plus aisé que le niveau d'information, de culture, d'éducation de la population est faible; le référendum est alors l'arme par excellence d'un pouvoir fort face à un peuple souvent plongé dans l'analphabétisme.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

Que je sache, la Belgique n'appartient pas à cette catégorie de pays et c'est faire injure aux partisans du référendum et de la consultation que de pratiquer des amalgames et de leur prêter des intentions comparables à celle que je dénonçais voici quelques instants.

Deuxièmement, une succession de scrutins trop rapprochés nuit à la participation électorale; la France, par exemple, en a fait la cuisante expérience dans les années quatre-vingts. Il en serait de même si l'on multipliait les référendums et consultations; l'abus de votations conduit à l'indifférence dans certains cantons suisses et donc, à des participations à ce point faibles qu'elles perdent beaucoup de leur signification. Il faut donc cibler de grands enjeux tels que les problèmes de politique internationale ou l'organisation de l'Etat, ce qui implique qu'on ne puisse pas faire des référendums sur tout et n'importe quoi. Il est également possible, en vue d'éviter leur banalisation, de procéder au regroupement de certains votes avec des élections, comme c'est le cas aux Etats-Unis où l'électeur peut être amené à répondre à plusieurs questions indépendamment du vote qu'il doit émettre.

Troisièmement, il y a effectivement beaucoup de chances que des oppositions diverses se regroupent — c'est-à-dire que leurs voix s'additionnent — et donc, que des coalitions de refus, mais pour des motivations contradictoires, empêchent des évolutions ou des avancées dans tel ou tel domaine. Et alors? Où est le mal? N'assiste-t-on pas en permanence à ce cas de figure dans la vie parlementaire? Par ailleurs, en quoi est-il plus acceptable que des coalitions de partis, aux buts antinomiques, puissent précipiter les événements? La majorité qui se constitue en faveur des Accords de la Saint-Michel est un modèle du genre. Combien n'y a-t-il pas de lectures différentes au nord et au sud? Certains voient dans ces accords un gage de stabilisation, d'autres une étape vers le confédéralisme, d'autres encore une étape nécessaire sur le chemin du séparatisme et enfin, pour certains, ce n'est qu'un moyen pour arracher l'introduction d'un système d'écotaxes.

Devant pareille mosaïque de «dits» et de «non-dits», où pullulent les arrière-pensées, on ne peut être que confondu par les outrances verbales de M. Serge Moureaux lorsque, à propos de la pétition lancée par certains intellectuels, il parle dans *Le Soir* du 18 janvier 1993 de «trahison par rapport à une tentative de pacification communautaire qui, si elle n'aboutissait pas, pourrait conduire le pays à la disparition pure et simple».

Quatrièmement, il est vraisemblable qu'en certaines circonstances, référendums et consultations populaires peuvent faire apparaître des divergences entre Communautés, voire entre Régions. Ne soyons pas hypocrites! Ce cas de figure est à ce point banal et correspond à des réalités sociologiques si profondes que la Constitution elle-même a prévu, depuis 1971, des votes à majorité qualifiée par groupes linguistiques, avec une majorité requise à l'intérieur de chaque groupe! De grâce, cessons de faire l'autruche et de berner l'opinion publique.

Cinquièmement, le danger de démagogie existe en démocratie, quel que soit le type de scrutin. Des partis ou des mouvements peuvent, à tout moment, s'emparer des tribunes du moment pour déverser leur fiel contre les partis démocratiques. C'est à la fois la faiblesse et la grandeur des démocraties. Il est certain que des campagnes référendaires pourront parfois déboucher sur des bassesses et des ignominies mais, mesdames et messieurs, dois-je vous rappeler ce qu'a été la dernière campagne électorale, en particulier en Flandre? En quoi un référendum flatterait-il davantage les bas instincts?

En fait, il y a une triste réalité en Belgique. Une frange considérable de la classe politique, prisonnière de sa langue de bois, a cessé de dialoguer avec l'opinion publique et en a peur. Vous me permettez de rappeler les propos de Pierre Mertens qui, dans *La Libre Belgique* des 9 et 10 janvier 1993, s'exprimait en ces termes dans sa tribune libre: «La démocratie, c'est ce qui distribue le pouvoir tout en le limitant. Or, la plupart de ceux qui vous en parlent s'intéressent plus au pouvoir qu'à ses limitations. C'est le premier acquis culturel, or la plupart de ceux qui vous en parlent renoncent même à l'enseigner».

C'est un dialogue vivant entre les composantes d'une société, or ceux qui vous en parlent ne s'expriment que dans une langue de bois. C'est aussi la qualité d'écoute d'autrui, or la plupart de ceux qui vous en parlent n'écourent qu'eux-mêmes. C'est l'expression de la vérité en politique, or la plupart de ceux qui vous en parlent sont masqués.»

Dans ce débat d'ailleurs, certains n'en sont pas à une contradiction près. C'est sans doute pourquoi, en dépit de la demande des libéraux, on n'a pas jugé utile de publier en annexe au rapport la liste impressionnante des propositions de loi déposées au Parlement depuis une quinzaine d'années en faveur tantôt du référendum, tantôt de la consultation populaire.

Il est de bon ton, dans l'actuelle majorité, de s'en prendre aux pétitionnaires. Cela ne manque pas de sel quand on se souvient des éloges que nombre d'entre eux avaient réservé au début de l'année 1991 au document Wathelet intitulé *Le pari d'une nouvelle citoyenneté* dans lequel on pouvait lire, en page 10, qu'une des meilleures façons de rapprocher le citoyen des gouvernants était la revalorisation du droit de pétition, notamment en lui donnant une publicité telle qu'il puisse servir à terme de base au développement d'une véritable fonction de médiation du Parlement.

Mesdames et messieurs de la majorité, je le répète, vous n'en êtes pas à une contradiction près! Je me remémore également les débats de 1989, quand il s'est agi de savoir si le Sénat approuverait ou non une proposition de loi introduite à l'époque par le sénateur Agalev, M. Dierickx, et que j'avais cosignée avec quelques autres, proposition de loi instituant un référendum consultatif sur l'attribution d'une mission constituante au Parlement européen. N'est-il pas stupéfiant de rencontrer parmi les signataires des parlementaires qui, cette semaine, vont refuser une modification de la Constitution?

A vrai dire, ceux et celles d'entre nous qui sont décidés à revivifier la démocratie se heurtent généralement à deux attitudes quand la question du référendum, voire de la consultation populaire, est abordée.

Certains se prononcent contre le principe même; d'autres, plus hypocrites, se déclarent favorables au principe, mais dénoncent l'illégalité et donc l'impossibilité de sa mise en œuvre sans modification constitutionnelle. Or, chaque fois que s'offre la possibilité de réviser la Constitution, ils se dérobent, et, une fois de plus, c'est l'attitude la plus communément répandue à laquelle nous assistons au cours de ce débat.

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je m'en voudrais d'épiloguer davantage sur la question débattue cet après-midi. Il est regrettable que le Parlement, et en particulier notre Sénat, ne saisisse pas l'occasion qui lui est offerte aujourd'hui de faire un pas en direction des citoyens. Je crains fort que demain, il soit trop tard. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, je tiens, à titre personnel, à faire part à cette assemblée de quelques réflexions.

Je suis toujours favorable à une consultation du grand public. (*Exclamations.*)

C'est extrêmement sympathique, voire démagogique, mais j'y reviendrai.

Je suis favorable au référendum, spécialement au niveau communal. Le slogan de ma dernière campagne électorale était d'ailleurs: «Être à l'écoute du grand public.»

J'estime que l'idée du référendum répond bien au déficit démocratique, sur lequel il est de bon ton de s'offusquer, aussi bien au niveau européen que national. Il répond également au «ras-le-bol» du public vis-à-vis de la chose politique à laquelle il ne comprend plus rien. J'approuve notamment sans réserve le référendum au niveau communal.

Néanmoins, j'ai lu les rapports de la commission et entendu ce matin les exposés de MM. Cerexhe, Lallemand et Erdman. Je partage plus que jamais les objections aussi bien techniques que juridiques et même politiques que suscite la proposition, mais j'ai apprécié que le sujet ne soit pas définitivement clos.

M'adressant à l'opinion, et spécialement à celle qui se propose de combattre les Accords de la Saint-Michel — Ecolo et Agalev sont, à mon sens, plus sincères dans leur demande de référendum —, je lui dirai que la démocratie doit en premier lieu s'exprimer au Parlement. En tant que parlementaire ordinaire, je dois dire aux représentants de l'opposition que leur attitude me déçoit parce qu'ils n'entrent pas dans le débat parlementaire, spécialement dans le cadre des Accords de la Saint-Michel.

M. Monfils. — Avez-vous jamais assisté à une seule séance de la commission des Réformes? Vous n'avez participé à aucune des discussions qui ont eu lieu en la matière!

M. le Président. — Monsieur Monfils, veuillez laisser M. de Seny poursuivre.

M. de Seny. — Selon moi, les circonstances actuelles se prêtent mal à l'organisation d'un référendum et plus particulièrement en ce qui concerne les Accords de la Saint-Michel.

Par ailleurs, ce référendum ne serait pas nécessaire si un débat ouvert avait pu être organisé au Parlement et à l'occasion duquel chacun aurait pu exprimer librement son opinion. En effet, l'attitude du PRL, et aussi celle du VLD, n'est pas claire, surtout en ce qui concerne les grands axes politiques des Accords de la Saint-Michel. (*Exclamations sur certains bancs.*)

En conclusion, la demande du PRL concernant l'organisation d'un référendum, si elle est sympathique, est également ambiguë. Avec ce référendum, les libéraux pourront demander de plébisciter la politique du Gouvernement et, par là même, mélangeront différents problèmes. Ensuite, ce procédé évite, surtout en ce qui concerne le VLD, de prendre clairement position en ce qui concerne les grands axes des Accords de la Saint-Michel. (*Exclamations sur certains bancs.*)

Quoi qu'il en soit, je ne puis soutenir cette proposition. (*Applaudissements.*)

M. de Donnea. — Vous devriez venir assister aux séances de commission pour savoir ce que nous pensons.

Par ailleurs, en entendant votre discours, on comprend qu'il soit grand temps de consulter le peuple! (*Sourires.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, je voudrais poser à M. Foret quelques questions techniques. Je les ai déjà évoquées en commission mais je n'ai pas obtenu de réponse à mes interrogations.

M. Erdman, ce matin, a parlé d'un référendum *ante legem*. Ne serait-ce pas plutôt *post legem*? En fin de compte, qu'est-ce qui sera soumis au référendum législatif? S'agit-il d'un texte qui a déjà été adopté par les assemblées et qui, provisoirement, est en sursis, jusqu'au moment où il y aura votation populaire?

Ensuite, j'ai manifesté un certain étonnement en commission lorsque j'ai lu dans le texte que le Conseil d'Etat est juge de la recevabilité de l'initiative. Dans notre système juridique et dans notre système institutionnel, le Conseil d'Etat est une institution qui intervient, soit au niveau de la section législation, soit au niveau de la section administration, uniquement sur le plan juridique. Si je vous comprends bien, vous instituez le Conseil d'Etat juge de l'opportunité de la recevabilité de l'initiative. Permettez-moi de m'interroger à ce sujet.

Troisièmement enfin, la dernière phrase de votre texte précise que «pour devenir lois, les textes soumis au corps électoral doivent recueillir les mêmes majorités que celles requises par la Constitution ou par la loi pour leur adoption par les Chambres». Votre intention, que j'ai critiquée ce matin, est donc de transposer le système de protection des minorités, qui existe au sein des assemblées parlementaires, au niveau du référendum. Je ne parviens pas, pour ma part, à saisir la «praticabilité» de votre exigence et de votre souhait par ailleurs très noble.

Le calcul de la majorité spéciale au niveau du Parlement est assez simple: il suffit de se référer au nombre de parlementaires inscrits dans chaque groupe linguistique; le quorum se définit par

rapport à ce chiffre absolu que, par définition, nous connaissons. Par contre, comment procéder lorsqu'il s'agit d'un suffrage exprimé par les citoyens ? Va-t-on tenir compte du nombre d'électeurs inscrits ? Il convient en fait de calculer le nombre de voix recueillies par rapport à un chiffre absolu de francophones ou de néerlandophones qui, par définition, n'est pas connu.

De heer Lozie. — Mijnheer Cerexhe, in het voorstel dat wij hebben ingediend wordt er gesproken over een meerderheid per Gewest. Per Gewest kunt u perfect weten hoeveel kiezers zijn ingeschreven. Als u wilt, kunt u dan ook gerust met een dubbele meerderheid werken.

M. le Président. — Pour la clarté du débat, laissons à M. Cerexhe le soin de poser sa question concernant la proposition de MM. de Donnée et Foret.

M. Cerexhe. — D'un point de vue pratique, je ne vois pas comment vous pourriez assurer cette protection des minorités dès lors qu'il s'agit d'un référendum. Cela me paraît impraticable, bien que je reconnaisse que je puisse me tromper.

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, ce type de discussion a déjà eu lieu en commission. Je vous rappelle que plusieurs membres de la commission, dont les libéraux, avaient souhaité la constitution d'un groupe de travail en vue de répondre à des questions précises et parfois très techniques. Nous avons eu la naïveté de penser que la majorité, soucieuse de répondre à l'attente du public, participerait effectivement à la création de ce groupe de travail. Cela a même été suggéré. Or, une fois le vote acquis en commission, cette « promesse » a été oubliée.

Le moment est peut-être venu de revenir sur cette instauration d'un groupe de travail, en vue de peaufiner les idées émises en matière de référendum et de consultation populaire. Il est en effet apparu, au fil de la discussion en commission — qui a duré plus de dix heures, je vous le rappelle, monsieur le Président, vous qui dirigez les débats — que les points de vue étaient beaucoup plus nuancés que certains l'imaginaient. Sur plusieurs points, les opinions s'étaient rapprochées. Il était donc possible — la plupart en étaient convaincus — de dégager une solution.

La question posée par M. Cerexhe me paraît intéressante. Je suggère que la proposition soit renvoyée en commission et que l'occasion soit saisie de constituer un groupe de travail.

M. le Président. — Monsieur Hasquin, pendant votre intervention, j'ai consulté l'excellent rapport de M. Van Belle. Je vous lis l'extrait figurant à la page 35 qui concerne précisément cette proposition : « Le Président constate qu'un consensus semble se dégager sur la procédure suivante : la commission procède à l'examen des amendements et vote sur ceux-ci et la proposition » — ce qui a été fait — ; « les chefs de groupe sont invités à se concerter sur la procédure et l'objet d'une poursuite du débat sur l'ensemble de la matière de la consultation populaire et du référendum au sein d'un groupe de travail ; toutefois, si la procédure englobe également un calendrier, le débat ne devant pas s'éterniser, il doit être clair que si la commission se rallie à cette proposition, il ne pourrait pas en être déduit une obligation de résultat.

La commission marque son accord unanime... »

Nous avons donc décidé que les chefs de groupe se rencontreraient pour se concerter sur la procédure et l'objet de la poursuite du débat, mais en même temps, nous avons décidé que la commission et l'assemblée plénière se prononceraient tant sur les amendements que sur la proposition.

Les questions de M. Cerexhe ne justifient donc pas un renvoi en commission, et il appartient aux auteurs de la proposition de juger de l'opportunité de répondre à celles-ci.

La parole est à M. de Donnée.

M. de Donnée. — Monsieur le Président, comme l'a dit mon collègue, M. Hasquin, les questions de M. Cerexhe sont sans aucun doute pertinentes. Pour avoir une vue tout à fait complète

de la problématique de l'introduction d'un référendum dans la Constitution, il eût fallu pouvoir discuter de la loi d'application que prévoit d'ailleurs notre proposition de loi. Cette loi d'application devrait notamment permettre d'éviter les difficultés soulevées à juste titre par M. Cerexhe.

Malheureusement, il est apparu au sein de notre commission que la majorité ne souhaitait pas *hic et nunc* approfondir le débat. Nous en sommes donc restés à un texte constitutionnel qui, il est vrai, doit être affiné par une loi prise en exécution de cet article de la Constitution.

Il va de soi que je suis tout disposé à participer à une rencontre des chefs de groupe pour mettre sur pied un groupe de travail et pour approfondir la question. Lorsque la réforme de l'Etat sera soit jetée aux oubliettes — ce que je souhaite — soit votée, j'espère que l'on pourra enfin discuter sereinement de cette question et que la majorité ne sera plus jugulée par un souci de ne pas apporter des arguments aux partisans d'une consultation populaire sur la réforme de l'Etat.

A moins que l'on ne décide maintenant de renvoyer ce débat en commission — ce à quoi je souscrirais —, je souhaite la création d'un groupe de travail.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle, rapporteur.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben van mening dat u de zaak goed hebt verwoord. Het verslag is klaar en duidelijk. De commissie heeft bij consensus beslist dat aangaande het oprichten van een werkgroep of subcommissie, de fractievoorzitters worden uitgenodigd om van gedachten te wisselen over de procedure en het doel van een voortzetting van het debat.

Aan wat u hebt verwoord, kan gevolg worden gegeven.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, ik stel vast dat er geen antwoord komt op de punctuele vragen van de heer Cerexhe.

Uit het voorstel van tekst blijkt duidelijk dat het gaat om een *ante legem* procedure: het Parlement zal zich niet vooraf uitspreken, wel integendeel. Verder is er in de tekst uitdrukkelijk sprake van het invoeren van een controle van de Raad van State over de ontvankelijkheid. Tenslotte worden de constitutioneel of bij bijzondere wet bepaalde meerderheden overgedragen op het vereiste quorum bij een referendum. Het antwoord op al deze vragen die de heer Cerexhe stelt bevindt zich klaar en duidelijk in de tekst.

Het voorstel van de Ecolo-Agalev-fractie in de commissie creëert een *post legem* situatie: de stemming in het Parlement zal nadien aan een referendum worden onderworpen. Het amendement door de heer Goovaerts ingediend tijdens deze bespreking in de openbare vergadering heeft het voordeel het probleem veel scherper te stellen. Daardoor wordt waarschijnlijk een *post legem* situatie in het leven geroepen: alle uitvoeringsmodaliteiten worden doorgeschoven naar de gewone wet.

Ik stel alleen vast dat de heren de Donnée en Foret niet antwoorden op de vragen van de heer Cerexhe. Het heeft geen zin dit voorstel terug naar de commissie te sturen. In de schoot van de commissie was gepland een beraad van de fractievoorzitters te laten doorgaan om « post commissionem » en na de behandeling van het voorstel, dat in zijn huidige vorm niet door ons kan worden aangevaard, de problemen, de vragen en elementen zoals beschreven in het verslag te onderzoeken. Wij hebben ons nooit tot meer verbonden.

M. le Président. — La parole est à M. Foret.

M. Foret. — Monsieur le Président, contrairement à ce que pense M. Erdman, nous ne refusons évidemment pas de répondre aux questions extrêmement pertinentes de M. Cerexhe.

Je tiens cependant à faire remarquer quelques éléments. Tout d'abord, au cours de mon exposé, j'ai précisé que nous cernions les limites de notre proposition. J'ai dit que celle-ci n'était ni exhaustive, ni parfaite, rendant ainsi hommage à des observa-

tions déjà formulées en commission par M. Cerexhe. Même si vous ne souhaitez apparemment pas soutenir la proposition que j'ai présentée, monsieur Cerexhe, vous admettez que je reconnais néanmoins la valeur de certains de vos arguments.

Par ailleurs, pleinement conscients de ce fait, nous avons, dès l'origine du débat en commission, marqué notre accord sur des propositions d'amendements rédigées par les groupes Ecolo-Agalev et VLD. Dès le départ, nous reconnaissons ainsi les imperfections de notre texte.

Enfin, M. Cerexhe a effectivement posé quelques questions. M. Desmedt en a formulé d'autres ce matin, et j'estime qu'il n'y a pas lieu de répondre à l'un et pas à l'autre. Nous sommes, au contraire, prêts à participer à un débat plus général au cours duquel les questions et les amendements des uns et des autres pourraient être examinés.

Revenant à l'objet des conclusions du rapport des travaux de la commission et à la nouvelle proposition de M. Hasquin, je suggère donc que très prochainement, lors de la réunion des chefs de groupe, l'ensemble de la problématique soit à nouveau envisagé afin qu'il nous soit possible d'apporter des réponses aux différentes questions.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lozie.

De heer Lozie. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens nog enkele aanvullingen te verstrekken bij wat collega Dierickx vanochtend in onze naam heeft verklaard.

De bevolking in ons land heeft grondwettelijk geen wetgevende bevoegdheid en consultatieve referenda zijn geen traditie. Wij hebben zelfs enkele slechte ervaringen op gemeentelijk vlak.

Onze bevolking is wellicht een van de best geschoolde ter wereld en beschikt over maximale kansen om zich te informeren door kranten, boeken, radio en televisie met een pléiade aan zenders, enzovoort. Als de bevolking in ons land niet degelijk kan worden geïnformeerd — dit is de eerste voorwaarde voor een echte democratie —, waar kan dit dan wel? Het weigeren van het referendum betekent in feite dat echte democratie niet mogelijk is. Een bevolking die niet geïnformeerd wordt, kan niet deelnemen aan de democratie. Hier is dus geen argument om het referendum te verwerpen.

Vele argumenten tegen het referendum gelden ook voor de parlementaire democratie. Ook parlementsleden worden vaak onvoldoende geïnformeerd, kunnen worden gemanipuleerd en stemmen niet steeds met volle kennis van zaken en om zuiver inhoudelijke redenen. Vaak wordt ook door ons een stem uitgebracht volgens de identiteit van de indiener.

Het bijkomende instrument van een referendum moet dan ook kunnen worden gebruikt. We keuren het voorstel bijgevolg goed, maar dienen toch enkele amendementen opnieuw in in de openbare vergadering.

In het eerste amendement stellen we voor dat het Parlement — een gedeelte van de parlementsleden — en de bevolking — een gedeelte van de bevolking — samen het initiatief nemen. Dit kan volgens ons een belangrijke brugfunctie worden tussen het Parlement en de burger. Bovendien kunnen door deze maatregel geen afzonderlijke initiatieven worden genomen, die de kloof tussen het Parlement en de burger alleen maar zouden vergroten.

Het tweede amendement betreft de vereisten van duidelijkheid van de vraag en van ondubbelzinnigheid van het antwoord dat door de bevolking moet worden gegeven. Een referendum gaat om een keuze tussen aanvaarden of verwerpen van een wetsvoorstel. Ook wij moeten in deze assemblee uiteindelijk «ja» of «neen» stemmen over het geheel van een voorstel. Waarom zou die eenvoudige vraag voor de bevolking niet kunnen?

Het derde amendement betreft de toevoeging van de voorwaarde in elk Gewest een meerderheid noodzakelijk te maken. Wij moeten rekening houden met de reële Belgische situatie. Situaties zoals in verband met de Koningskwesie moeten volgens ons worden vermeden. Als deze voorwaarde geldt, moeten de indieners dus tenminste overleg plegen met de leden van de verschillende Gewesten, wat eens te meer een dam opwerpt tegen «centrifugale voorstellen.» Dit lost inderdaad de vraag niet op

van de heer Cerexhe, hoe wij de bijzondere meerderheden die voor een bijzondere wet nodig zijn, in een referendum zullen bereiken. Dit kan echter worden besproken in het kader van de uitvoeringsbesluiten.

Een vierde punt dat wij in onze amendementen willen aanraken, is de inhoud van het referendum. Wij willen hier toch enige voorzichtigheid aan de dag leggen. Er zijn een aantal vraagstukken die best niet via een referendum ter discussie worden gelegd. Wij denken hier aan ethische vraagstukken, die niet op straat of via reclameborden kunnen worden bediscussieerd. Deze aangelegenheid wordt best in de sereniteit van het Parlement uitgepraat. Hetzelfde geldt voor het ter discussie stellen van de fundamentele rechten die voortvloeien uit de universele verklaring van de rechten van de mens. Een vermindering van die rechten via een referendum kan niet worden overwogen. Het gaat hier immers om fundamentele grondrechten, waarover geen discussie mogelijk is. Niets belet de parlementsleden andere onderwerpen uit te sluiten uit het referendum, indien hiervoor een meerderheid kan worden gevonden.

Tot daar een korte toelichting bij onze amendementen. Tot slot wil ik een paar woorden richten tot de tegenstanders van het referendum, vooral dan tot de meerderheid. Waarom die vrees voor het referendum? Is men bevreesd voor de uitholling van de parlementaire bevoegdheden? Is men bevreesd dat een stuk van de wetgevende macht aan de bevolking moet worden afgestaan? Ons eerste amendement geeft hier reeds gedeeltelijk een antwoord op. Wij willen juist een brug slaan tussen bevolking en Parlement.

Men uitte ook de vrees dat het referendum de tegenstellingen tussen noord en zuid zou aanscherpen. Wij vragen echter een meerderheid in elk Gewest. Er is dus een voorafgaand overleg bij de inwoners van elk Gewest nodig. Deze voorwaarden kunnen die vrees toch wegnemen.

Men heeft ook schrik van de media, die het referendum kan misbruiken en onjuiste informatie kan geven. Is het voor de politici dan echt onmogelijk een methode te bedenken waarmee de bevolking via de media op een behoorlijke manier kan worden geïnformeerd?

De heer Lallemand sprak over de uitvoering van het Sint-Michielsakkoord en de problemen die een referendum in dit verband kan meebrengen. Gaat men werkelijk het principe van het referendum verwerpen, omdat het nu, op dit ogenblik, slecht uitkomt? De meerderheid is dus principieel tegen het referendum, omdat de omstandigheden er niet naar zijn. Dit kan toch niet. Er ligt hier vandaag geen voorstel ter discussie om een referendum te houden over het Sint-Michielsakkoord. Daarover gaat het niet vandaag. Wij zijn anders niet bang voor een referendum over de derde fase van de staatshervorming, over de principes die in artikel 1 van de Grondwet worden ingeschreven, over de ecotaks. Wij hebben goede argumenten om dit alles te verdedigen. Maar dan wel nadat het referendum bij wet is geregeld. (*Samenspraak.*) Wij zijn, bijvoorbeeld, niet alleen om de ecotaks te verdedigen, tot spijt van wie het benijdt.

Een tweede reeks bedenkingen, die ik aan de tegenstanders van het referendum wil meegeven, gaat over het voorstel tot oprichting van een commissie van fractievoorzitters, die deze gelegenheid zou bespreken. Deze commissie is volgens ons een veel te zwak antwoord op ons voorstel tot invoering van een referendum, des te meer omdat de meerderheid zich op geen enkele manier ertoe wil verbinden om duidelijk te omschrijven welk doel die commissie moet hebben. De meerderheid wil zich zelfs niet ertoe verbinden om het principe van het referendum, van welke aard dan ook, goed te keuren. Met zulke vage doelstellingen een commissie installeren, om aldus een uitspraak over het invoeren van het principe van het referendum in de Grondwet uit te stellen, kunnen wij geen vrede nemen.

Bovendien, het oprichten van een commissie sluit de invoering van het principe in de Grondwet niet uit. Men kan over terreinen spreken waar het referendum kan worden toegepast en over modaliteiten. Als men het principe van het referendum aanvaardt, willen wij over voorwaarden en modaliteiten praten.

Ik kan niet anders dan concluderen dat de verwerping van het voorstel een uitspraak is tegen het principe van het referendum. Ik verwijs hier onder meer naar de uiteenzettingen van vanochtend

van de heren Vandenberghe en Erdman, die hun bezwaren hebben geuit tegen het principe van het referendum. Men verschuilt zich achter een aantal formele argumenten. Ik heb echter geen tegenvoorstellen horen formuleren.

Ik richt mij nu tot de *parti socialiste*. Het is hypocriet van degenen die referenda organiseren op gemeentelijk vlak, om zich tegen het principe van het referendum uit te spreken. Precies de afwezigheid van wettelijke bepalingen heeft misbruiken mogelijk gemaakt. De praktijk toont aan dat er dringend modaliteiten moeten worden uitgewerkt.

Het verwerpen van het principe van het referendum is een blamage voor de burger en een minachting ten opzichte van de media. Het is een verkrampt angstreflex van sommige Parlementsleden.

De heer De Roo. — Dat meent u toch niet. U gebruikt dat als argument.

De heer Lozie. — Neen, mijnheer De Roo. Er werd hier heel duidelijk gezegd dat wij niet kunnen garanderen dat via de media de bevolking duidelijk wordt voorgelicht.

De heer De Roo. — U wil populair overkomen.

De heer Lozie. — Helemaal niet want ik heb reeds in het verleden enkele malen vanop de tribune kritiek geleverd op de media.

De heer Erdman. — Mijnheer Lozie, mag ik u hier even onderbreken want dat is bijna een argument *ad hominem*. Ik ben degene die de mediatoer ben opgegaan. Ik heb duidelijk gezegd dat degene die de controle heeft over de media daadwerkelijk de sleutel heeft van de uitslag van het referendum. Ik heb terzelfder tijd gezegd dat het naïef zou zijn te denken binnen het huidige bestel van de mediawereld, dat men door wettelijke bepalingen of reglementen daar enige dam kan tegen opbouwen.

De heer Lozie. — U kunt daaruit toch niet anders dan concluderen dat u de media momenteel niet vertrouwt. Zeggen dat het te maken heeft met de discussie rond het Sint-Michielsakkoord blijft ik een verkrampte reactie vinden. Het is een angstreflex om een stuk van de wetgevende bevoegdheid van het Parlement af te staan. Ik betreur dat en ik vind het een gemiste kans om het referendum als principe in te voeren en om het als een nieuw instrument aan de wetgevende macht toe te voegen. (Applaus.)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close.

L'article unique de la proposition de révision de la Constitution qui porte sur l'article 26 est rédigé comme suit:

Article unique. L'article 26 de la Constitution est complété par l'alinéa suivant:

« Le pouvoir législatif peut également être exercé par le corps électoral à l'initiative d'un tiers au moins des membres de chacune des Chambres ou d'une proportion d'électeurs que la loi détermine. L'initiative doit porter sur l'approbation d'un texte législatif. La loi peut fixer d'autres conditions de recevabilité de l'initiative et déterminer la procédure électorale du référendum. Le Conseil d'Etat est juge de la recevabilité de l'initiative. Pour devenir lois, les textes soumis au corps électoral doivent recueillir les mêmes majorités que celles requises par la Constitution ou par la loi pour leur adoption par les Chambres. »

Enig artikel. Artikel 26 van de Grondwet wordt aangevuld met het volgende lid:

« De wetgevende macht kan eveneens worden uitgeoefend door de kiezers, op voorstel van ten minste een derde van de leden van elke Kamer of van een bij de wet bepaald aantal kiezers. Het initiatief moet betrekking hebben op de goedkeuring van een wettelijke tekst. De wet kan nog andere voorwaarden voor de ontvankelijkheid van een dergelijk initiatief opleggen en eveneens de stemmingsprocedure van het referendum regelen. De Raad van State

spreekt zich uit over de ontvankelijkheid van het initiatief. Om wet te worden, moeten de aan de kiezers voorgelegde teksten met dezelfde meerderheid worden goedgekeurd als krachtens de Grondwet of krachtens de wet voor de goedkeuring ervan door de Kamers is vereist. »

De heren Lozie en Jonckheer stellen volgende amendementen voor:

« A. In dit artikel de woorden « op voorstel van ten minste een derde van de leden van elke Kamer of van een bij de wet bepaald aantal ... » te vervangen door de woorden « op voorstel van ten minste een derde van de leden van elke Kamer en van een bij de wet bepaald aantal ... »

« A. A la première phrase de cet article, remplacer le mot « ou » par le mot « et. »

« B. Na de volzin « Het initiatief moet betrekking hebben op de goedkeuring van een wettelijke tekst » in te voegen de volzin « Het referendum kan het voorstel van wettelijke tekst alleen aannemen of verwerpen. »

« B. Ajouter, après la deuxième phrase de cet article, les mots suivants: « Le référendum peut uniquement adopter ou rejeter la proposition du texte législatif. »

« C. Aan het slot van dit artikel toe te voegen:

de woorden « met minstens een meerderheid in elk Gewest. »

« C. Compléter la dernière phrase de cet article par les mots suivants:

« , avec au moins une majorité dans chaque Région. »

« D. Aan het slot van dit artikel toe te voegen de volzin:

« De wet bepaalt over welke thema's de kiezer zich niet via een referendum kan uitspreken: onder meer voorstellen in verband met ethische vraagstukken of voorstellen die enige beperking inhouden ten overstaan van fundamentele grondrechten voortvloeiend uit de Universele Verklaring van de rechten van de mens. »

« D. Ajouter in fine de cet article la phrase suivante:

« La loi fixe les thèmes au sujet desquels l'électeur ne peut se prononcer par référendum: notamment les propositions relatives aux problèmes éthiques ou celles qui visent à une limitation quelconque des droits fondamentaux découlant de la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

Worden deze amendementen gesteund? (Talrijke leden staan op.)

Aangezien de amendementen reglementair worden gesteund, maken ze deel uit van de bespreking.

De heer Goovaerts c.s. stelt volgend amendement voor:

« Dit artikel aan te vullen als volgt:

« Op initiatief van een bij de wet bepaald aantal kiezers, organiseert de Kamer van volksvertegenwoordigers een beslissingsreferendum. »

De wet regelt de modaliteiten en de wijze van organisatie van dit referendum. »

« Compléter cet article comme suit:

« A l'initiative d'un nombre d'électeurs fixé par la loi, la Chambre des représentants organise un référendum de décision. »

La loi règle les modalités de ce référendum et la manière dont il est organisé. »

Het woord is aan de heer Goovaerts.

De heer Goovaerts. — Mijnheer de Voorzitter, na al wat vandaag werd gezegd over het referendum is de VLD-partij van de burger nog gesterkt in haar overtuiging dat het referendum een nuttig instrument kan zijn in een democratisch land als het onze.

Ons amendement ligt in de lijn van wat werd gezegd door de PRL en van wat in zekere mate door Agalev en Ecolo wordt gesteld.

Het verheugt ons bovendien dat Agalev en Ecolo bereid zijn een referendum te organiseren over de ecotaks. Het spreekt vanzelf dat de VLD bereid is zijn medewerking te verlenen aan een dergelijk referendum.

Wij hebben de zwakheid te geloven dat ons amendement duidelijker en eenvoudiger is dan alle voorstellen die tot hier toe werden gedaan. Wij stellen voor artikel 26 aan te vullen als volgt: «Op initiatief van een bij de wet bepaald aantal kiezers, organiseert de Kamer van volksvertegenwoordigers een beslissingsreferendum.

De wet regelt de modaliteiten en de wijze van organisatie van dit referendum.»

Een van de grote oorzaken van de heersende politieke apathie is dat de burger in heel het beleidsconcept haast geen enkele inspraak meer heeft. Als de huidige grondwetsherziening tot een legislatuurparlement van vier jaar leidt, dan zal de burger nog minder inspraak krijgen. Met andere woorden, de stem van de burger is in het geheel van de politieke besluitvorming in België weinig richtinggevend en dit ingevolge de aard en de beperktheid van de beslissingsmiddelen die hem ter beschikking staan.

Wij wensen via een beslissingsreferendum de bevolking meer te betrekken bij het politieke gebeuren. Via zo'n referendum zou de besluitvorming door een sterkere legitimering gekenmerkt worden en zou er een meer directe communicatie ontstaan tussen de geregeerden enerzijds en de geregeerden anderzijds. Verder kan nog worden aangestipt dat het referendum niet enkel verzoekenbaar is met de eisen van een representatief stelsel, wat onze parlementaire democratie toch is, maar er tevens een nuttige aanvulling en correctie op kan vormen.

Het referendum zal via een bijzondere wet worden georganiseerd. Daarbij zullen een aantal kiezers waarvan het aantal door een wet zal worden bepaald, het thema aanwijzen dat aan de Kamer van volksvertegenwoordigers zal worden voorgelegd. De Kamer zal zich dan over het probleem buigen en de vragen en opties formuleren. Indien de initiatiefnemers de vragen onrechtmatig of onnauwkeurig vinden, kunnen zij deze bij het Arbitragehof aanvechten. Dit hof moet zich dan in laatste instantie over de libellering van de vragen uitspreken.

Hoewel wij akkoord gaan met de oprichting van een commissie die zich moet buigen over de wenselijkheid van de invoering van een referendum in ons politiek bestel, menen wij dat ons amendement ertoe zal bijdragen de politieke werking van ons land sterk te verbeteren door de burger directer bij het politieke gebeuren te betrekken. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou nog graag een verduidelijking willen krijgen van de indieners van het amendement omdat hun antwoord onze houding bij de stemming zal bepalen.

Ik zou van de indieners graag de bevestiging krijgen dat het hier wel degelijk om een beslissingsreferendum gaat waarvan de vragen door het Parlement rechtsgeldig zijn goedgekeurd. Dit blijkt niet duidelijk uit de motivering van het amendement, maar ik meen dit uit gesprekken wel te hebben kunnen opmaken.

De heer Goovaerts. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil daarop graag antwoorden. Ten eerste gaat het wel degelijk over een beslissingsreferendum. Ten tweede verwijs ik naar de tekst van de motivering van het amendement. Die argumenteert zeer duidelijk waarom op de vraag van de heer Loones «neen» moet worden geantwoord.

De heer Loones. — Het gaat dus niet om een vooraf door het Parlement goedgekeurde tekst?

De heer Goovaerts. — Inderdaad.

De Voorzitter. — Dan is hiermee ook deze vraag beantwoord.

La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, comme je l'ai précisé ce matin, je suis favorable à la proposition, mais je voudrais quand même poser quelques questions aux groupes Ecolo-Agalev concernant les amendements qu'ils ont introduits. En effet, je suis quelque peu étonné de la portée de certains d'entre eux.

Tout d'abord, l'amendement B vise à inscrire dans le texte le fait que, dans le cadre du référendum, on peut uniquement adopter ou rejeter une proposition. Cet amendement me semble tout à fait inutile. En effet, je ne vois pas très bien ce qui pourrait résulter d'autre de ce référendum qu'un «oui» ou un «non». Il s'agit d'une simple remarque de forme.

Par le biais de l'amendement C, les groupes Ecolo-Agalev proposent d'ajouter dans le texte que la majorité doit se retrouver dans chaque Région. Cette suggestion est tout à fait raisonnable mais, dans ce cas, j'estime que leur texte devrait se substituer à celui du projet originel, — de MM. Foret et de Donnée — qui prévoit des majorités spéciales. M. Cerexhe a d'ailleurs posé des questions à ce sujet mais n'a pas obtenu de réponse.

Ma dernière remarque concerne l'amendement D. Je comprends très bien les préoccupations des groupes Ecolo-Agalev, qui souhaitent exclure du référendum certaines matières relatives à l'éthique, telles que, par exemple, l'immigration ou la peine de mort. Je suis d'accord avec eux sur le plan des principes, mais je me pose une question: n'est-il pas paradoxal de vouloir exclure du référendum les matières qui intéressent le plus la population? D'une part, on fait confiance à la population en restaurant cette consultation mais, d'autre part, on a peur qu'elle se prononce sur certaines questions... Le fait de vouloir le référendum mais d'exclure les matières éthiques me semble contenir une certaine contradiction.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lozie.

De heer Lozie. — Mijnheer de Voorzitter, het amendement C voegt inderdaad een bijkomende voorwaarde toe in vergelijking met de gewone meerderheid die normaal wordt gewenst. In vergelijking met een gewone behandeling van een wet in het Parlement is er bij een referendum immers geen Regering die door een meerderheid wordt gesteund en, voor de federale Regering, zelfs door een meerderheid in beide landgedeelten. Om een herhaling van de slechte ervaring zoals bij de Koningskwesie te vermijden, is deze bijkomende voorwaarde toegevoegd.

Het probleem van de ethische vraagstukken hebben wij algemeen willen stellen. Wij stellen dus voor dat de wet bepaalt over welke thema's een referendum kan worden georganiseerd. De zinsnede «onder meer voorstellen in verband met» moet inderdaad nog concreet worden ingevuld. Deze formulering lijkt onvoldoende scherp af wat wel en wat niet aan de bevolking kan worden voorgelegd. Precies daarom hebben wij de tekst voor de openbare vergadering verbeterd. De wet moet nu dus wel bepalen welke thema's het voorwerp van een referendum kunnen uitmaken en dat kunnen dus zeker niet alle thema's zijn met raakpunten met ethische vraagstukken.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

De aangehouden stemmingen en de stemming over de bepaling, met bijzondere meerderheid, overeenkomstig artikel 131 van de Grondwet, hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés et au vote sur la disposition, à la majorité qualifiée, conformément à l'article 131 de la Constitution.

HERZIENING VAN ARTIKEL 117 VAN DE GRONDWET, OM EEN TWEDE LID TOE TE VOEGEN DAT EVENTUEEL DE IN HET EERSTE LID OPGENOMEN VOORZIENINGEN UITBREIDT TOT DE LEKENCONSULENTEN

Beraadslaging

REVISION DE L'ARTICLE 117 DE LA CONSTITUTION, EN Y AJOUTANT UN ALINEA 2 ELARGISSANT EVENTUELLEMENT AUX CONSEILLERS LAÏQUES LES DISPOSITIONS DE L'ALINEA 1^{er}

Discussion

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het voorstel tot herziening van artikel 117 van de Grondwet, om een tweede lid toe te voegen dat eventueel de in het eerste lid opgenomen voorzieningen uitbreidt tot de lekenconsulenten, ingediend door de heer Lallemand c.s.

Nous abordons l'examen de la proposition de révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1^{er}, déposée par M. Lallemand et consorts.

De beraadslaging is geopend.

La discussion est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Stroobant, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe, in algemene lijnen, de geest van de discussie over de herziening van het artikel 117 van de Grondwet weer te geven.

Dit voorstel tot aanvulling van artikel 117 van de Grondwet werd tijdens de vorige legislatuur in de Senaat ingediend door de heer Lallemand. Het werd reeds einde 1991 behandeld en goedgekeurd in de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen.

Het huidige artikel 117 van de Grondwet bepaalt dat de wedden en pensioenen van de bedienaren der erediensten ten laste komen van de Staat. De daartoe vereiste bedragen worden jaarlijks in de begroting ingeschreven.

Het voorstel strekt ertoe een tweede alinea aan dit artikel toe te voegen.

Krachtens dit voorstel worden de wedden en pensioenen van de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties, die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing, door de Staat ten laste genomen. Jaarlijks worden de daartoe vereiste bedragen in de rijksbegroting ingeschreven.

De heer Mouton, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

De discussie die tijdens de vorige legislatuur aan het voorstel werd gewijd was grondig. Er werd uitleg gegeven over de betekenis van bepaalde begrippen en de diverse aspecten van de draagwijdte van het artikel werden toegelicht. Omtrent deze begripsomschrijving kan worden gezegd dat de commissie zich bewust was van de algemeenheid en soms van de vaagheid of zelfs de gebrekkige precisie van sommige termen. Niettemin besloot zij de formulering ongewijzigd te laten omdat zij tot de conclusie kwam dat een betere omschrijving niet steeds mogelijk was, ofwel omdat een uitvoeringswet later een duidelijker inhoudsbepaling moest geven.

Deze discussie had betrekking op de termen « afgevaardigde », « organisatie », « morele diensten » en « niet-confessionele levensbeschouwing ».

Het nationaal karakter van deze materie werd niet betwist. De rijksbegroting is wel degelijk de federale begroting.

Bij de bespreking van het voorstel tijdens de huidige legislatuur besloot de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen het vorige verslag van de heer Garcia in de commissiestukken op te nemen en het in bijlage bij het huidige verslag te laten verschijnen om het als basis van de nieuwe bespreking te doen dienen.

De bespreking tijdens de zitting 1991-1992 moet dus worden gezien in relatie tot het verslag van 11 oktober 1991. De consequentie daarvan was dat bepaalde vragen om uitleg over begripsbepalingen vrij snel konden worden behandeld.

Bij wijze van algemene vaststelling mag worden gezegd dat het principe van de gelijke behandeling van de niet-confessionele gemeenschap in het kader van artikel 117 niet werd betwist.

Ook zij die tot een godsdienstige gemeenschap behoren, onderschreven het voorstel in principe. De discussie in de commissie verliep derhalve sereen en getuigde van een groot begrip en tolerantie voor eenieders opvatting.

Het debat concentreerde zich in wezen vooral op de vraag wat dient te worden verstaan onder « niet-confessionele levensbeschouwing » ten opzichte van het begrip « eredienst ». Sommigen waren van mening dat het relevanter zou zijn het begrip « vrijzinnige levensbeschouwing » te gebruiken. Een amendement werd in die zin ingediend.

Er werd eveneens een subsidiair amendement ingediend dat ertoe strekt het begrip « erkende organisatie die morele diensten verlenen... » te vervangen door « erkende georganiseerde levensbeschouwelijke gemeenschappen die morele diensten verlenen... »

De heer Arts. — Dat was in de vorige legislatuur.

De heer Stroobant. — Het werd echter ingetrokken.

De indiener van het amendement is van oordeel dat het begrip « vrijzinnige levensbeschouwing » een minder gunstige connotatie heeft dan « niet-confessionele levensbeschouwing ». Deze laatste formulering verwijst in feite naar de bevolkingsgroep die zich niet tot een godsdienstige of confessionele levensbeschouwing bekennt. De indiener van het amendement vindt echter dat deze groep niet als « vrijzinnig » kan worden gekwalificeerd.

De ondertekenaars van het wetsvoorstel wijzen erop dat de begrippen « vrijzinnigheid » en « laïcité » ofwel onvoldoende afgebakend of wel dubbelzinnig zijn. Het begrip « niet-confessioneel » daarentegen heeft in onze wetgeving reeds een zekere inhoud gekregen. Dit begrip kan dus worden aangewend binnen het raam van artikel 117 van de Grondwet. De bedenking dat dit begrip in artikel 17 een andere betekenis zou hebben dan in artikel 117 vormt volgens hen geen hinderpaal.

Bovendien volstaat het voor de grondwetgever om in algemene termen en principieel te bepalen dat een niet-confessionele levensbeschouwing erkend wordt. Hoe dit concreet zal gebeuren en welke organisaties zullen worden erkend, moet door de gewone wetgever worden vastgelegd.

Het subsidiair amendement wordt ingetrokken.

Bij de stemming wordt het hoofdamendement verworpen met 15 stemmen tegen 5, bij 2 onthoudingen.

Het voorstel tot wijziging van artikel 117 van de Grondwet wordt aangenomen met 16 stemmen, bij 6 onthoudingen. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, la proposition dont nous débattons aujourd'hui est l'aboutissement d'une initiative qui vient de loin.

En février 1982, j'ai déposé une première proposition de loi; celle-ci fut réintroduite à plusieurs reprises depuis lors, notamment en 1991. Elle avait alors pour signataires MM. Seeuws, Henrion, Erdman, De Beul, Grijp et Mme Herman-Michielsens.

En 1972 déjà, MM. Calewaert, Dejardin, Ramaekers et Vanderpoorten déposaient au Sénat une proposition qui portait curieusement sur la reconnaissance du culte islamique et de la philosophie laïque, et, à cette époque, le débat sur la reconnaissance des communautés philosophiques laïques avait été postposé.

La proposition de loi est également l'aboutissement d'un vieux débat sur le statut respectif des cultes religieux et des organisations laïques, débat qui remonte d'ailleurs aux origines de notre Etat. Il portait notamment sur la spécificité de la laïcité qui, à l'époque, était plus perçue comme une contestation et un refus de la religion catholique que comme l'affirmation d'un univers culturel et moral qui n'est pas régi par des conceptions religieuses ou d'une morale ne faisant pas référence à la divinité et en tout cas à une « confession religieuse ». Cette proposition est le fruit d'une évolution des mentalités et des pratiques. Il y a eu, bien sûr, une modification des pratiques religieuses, la montée d'une société

agnostique, voire athée, et le développement de pratiques d'assistance morale, tant dans les milieux religieux que non religieux. L'assistance morale se développe dans une société où les individus sont davantage isolés et où la problématique de l'incroyance et de l'incertitude cerne toutes les croyances, religieuses ou non. Ces faits ont modifié non pas tant les termes juridiques de la reconnaissance de la laïcité que les faits sociaux auxquels celle-ci se rapporte.

Cette évolution permet de comprendre le changement qui s'est produit dans l'activité des prêtres. Ceux-ci sont moins absorbés par les cultes que par l'assistance morale. Cette évolution caractérise également une société pluraliste où l'option religieuse résulte d'un choix personnel et non de la reconnaissance officielle d'une vérité rattachée à l'un ou l'autre courant, qu'il soit catholique, protestant, juif ou athée.

L'Eglise catholique et la laïcité ont changé, ne serait-ce que parce qu'elles ont cessé de se contester radicalement. Les meilleurs esprits de l'un et de l'autre bord n'envisagent plus la suppression de leur vis-à-vis traditionnel mais tentent plutôt d'organiser une cohabitation durable et non conflictuelle dans le cadre de valeurs qui sont souvent largement communes.

Chacun peut reconnaître les spécificités de ses enseignements et de ses principes moraux, mais également reconnaître les emprunts qui les caractérisent. Les points de vue communs qu'ils ont sur des questions fondamentales d'éthique convergent parfois remarquablement.

La problématique de la reconnaissance de la laïcité s'inscrit donc dans une optique de cohabitation et non de contestation des cultes. Elle s'inscrit également dans le contexte d'un développement des pratiques d'assistance morale dans le monde de la laïcité et de manifestations spécifiques à celle-ci. Ces pratiques plus larges d'assistance morale ont probablement contribué à positionner les mouvements laïcs sur le même plan que celui des cultes.

Depuis longtemps s'est donc affirmé le projet d'assimiler le statut des organisations laïques à celui des cultes reconnus quant au traitement de leurs représentants. Cette assimilation est due à la similitude de certaines pratiques, qu'elles soient le fait de laïcs ou de croyants. Ces pratiques sont en effet dominées par des règles éthiques et morales qui orientent les réponses données aux interrogations et aux inquiétudes des hommes face à certaines circonstances de la vie et de la mort. Ces réponses ne sont pas les mêmes selon qu'on a des convictions religieuses ou laïques, même s'il y a des analogies, même s'il existe des convergences essentielles entre, par exemple, un message moral, chrétien, juif ou non confessionnel. Ces convergences sont d'ailleurs souvent occultées à raison de la volonté d'une spécification, d'une particularisation des religions et des idéologies.

Quoi qu'il en soit, il importe de constater ici non seulement la division de notre société dans l'identité religieuse autant que dans la référence à la vérité des idéologies, mais aussi les différences qui existent dans les conduites de certains groupes face à des circonstances de la vie comme la maladie, la délinquance ou la mort. On a souvent posé la question de la spécificité de la laïcité que certains ne pouvaient concevoir que comme une contestation de l'affirmation religieuse. Certains ont pensé que la laïcité ne pouvait se définir que négativement comme étant en quelque sorte la communauté des non-catholiques ou des non-confessionnels. Il faut rappeler sans doute que si la communauté laïque a incontestablement été marquée par une conception critique de la vérité religieuse et de la légitimité des dogmes, elle s'est aussi affirmée spécifiquement par la croyance en l'existence d'un univers où Dieu est absent et par une morale liée à cette absence. Certaines conceptions laïques sont radicalement différentes de celles des religions. Elles s'appuient sur le refus du sacré et du rite religieux. Pour la communauté laïque, il n'y a pas de support transcendant à la vérité. Il n'y a donc pas de garantie de la vérité au-delà des hommes.

Finalement, il y a aussi, dans de nombreux milieux laïques, une conception différente du statut de la personne. Dans certaines religions, la personne n'a pas, en effet, une pleine autonomie puisque le législateur fondamental est Dieu ou l'Eglise, au sens où la définition des finalités profondes de l'homme est reliée à une conception du rapport à Dieu et au message que Dieu a fait parvenir

aux hommes et qui est explicité par certains mandataires privilégiés. Dans la conception laïque, par contre, la personne est dotée d'une autonomie pour définir ses finalités morales et éthiques.

La spécificité de cette communauté non confessionnelle se marque dans certaines pratiques qui sont différentes, notamment face à la mort. Cette communauté organise aussi des cérémonies de type laïque, ce qui est d'ailleurs une nouveauté, par exemple lors des mariages ou des décès. Cette communauté organise également des manifestations, comme les fêtes de la jeunesse, qui sont spécifiquement laïques. Il faut d'ailleurs préciser que ces manifestations ne font pas l'unanimité dans le monde des laïcs.

Il est certain que le besoin de spécification de cette communauté n'a fait que croître. Cette spécificité fait, par exemple, qu'un agnostique ou qu'un athée souhaitera recevoir une assistance morale dans des moments difficiles ou importants de sa vie, qui ne soit pas celle d'un religieux, précisément parce qu'il ne croit pas aux références à la divinité qui sous-tendent les conceptions morales de son interlocuteur et parce qu'il ne peut pas tenir pour acceptables ou pour recevables des considérations qui s'opposent à ses convictions les plus profondes. Ainsi se sont développées des pratiques d'assistance morale laïque aux détenus, aux malades, aux mourants, aux familles éprouvées par la mort ou par la délinquance de certains de leurs proches.

Ce sont les faits sociaux de cet ordre qui justifient l'intégration actuelle dans l'article 117 de la Constitution de ce qu'on appelle la reconnaissance de la laïcité. Une telle exigence s'inscrit dans l'histoire de notre pays. Elle est aussi conforme aux principes essentiels de notre Constitution. En effet, celle-ci affirme la liberté de conscience et d'opinion et garantit la jouissance des droits et des libertés, sans discrimination, dans le cadre d'une séparation des Eglises et de l'Etat. L'article 14 de la Constitution proclame la liberté des cultes, celle de leur exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière. Cet article consacre le principe de l'indépendance de l'Etat vis-à-vis des Eglises et de l'indépendance de celles-ci face à l'Etat.

Cet article consacre également un principe fondamental, à savoir l'indépendance a priori de l'Etat, non seulement vis-à-vis des Eglises, mais également vis-à-vis des courants philosophiques et idéologiques. Le principe de l'indépendance réciproque des Eglises et organisations idéologiques et de l'Etat ne fait cependant pas obstacle à ce que ce dernier protège certains cultes répondant à des besoins religieux de la population, en considérant qu'ils rendent service à cette communauté, pour autant que cet Etat ne fasse pas entre les cultes des distinctions tirées de leur conception de la vérité. Cela figure dans *Les Nouvelles*, dans une étude très fouillée sur ce problème.

L'article 117 de la Constitution promeut la protection d'un intérêt social et non la nature des convictions qui motivent ou motiveront l'intervention des pouvoirs publics.

La reconnaissance de la communauté philosophique non confessionnelle comme telle est essentiellement la reconnaissance de son utilité sociale, de son importance morale et de sa valeur humaine. Cette utilité sociale n'est, me semble-t-il, pas discutable aujourd'hui. Il existe en Belgique une importante communauté philosophique non confessionnelle. On peut se poser des questions multiples sur la consistance de cette communauté et ces questions présentent un intérêt non pas dans le présent débat, mais certainement dans la définition des lois qui reconnaîtront la laïcité de façon concrète et précise.

Cette communauté philosophique est très largement reconnue puisqu'elle est représentée par le Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, fondé le 14 juillet 1972 et regroupant un nombre important d'associations laïques de Belgique, francophones et néerlandophones.

Des enquêtes et des statistiques citées dans une étude de MM. Kerkhofs et Rezsöhazi, publiée en 1983 par le Centre interdiocésain de Bruxelles, montrent que cette communauté non confessionnelle représentée par le Conseil central laïque est la deuxième de Belgique en importance.

Toutes les organisations laïques ne sont pas nécessairement représentées dans ce conseil. Je crois que le Centre communautaire laïc juif, qui est très connu et qui a des activités extrêmement dynamiques et importantes dans la communauté juive, ne fait pas

partie de ce Conseil central des communautés philosophiques. Peut-être pourrait-il y adhérer. En tout cas, il n'appartient pas au constituant de reconnaître la validité, la pertinence ou la représentativité de ce conseil central. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de notre discussion.

Pour conclure, je dirai que l'existence de mouvements non confessionnels organisés est un fait social indéniable, consacré par de très nombreuses initiatives du Gouvernement et du législateur.

Il est bon, je crois, de rappeler de telles initiatives pour montrer que le constituant n'intervient pas aujourd'hui pour innover, mais bien pour reconnaître une réalité préexistante, dont les contours sont suffisamment précis.

Je vais reprendre les différentes initiatives qui ont été prises et qui montrent une certaine continuité dans la politique de ce pays, approuvée d'ailleurs par tous les partis traditionnels.

En 1959 fut organisé un cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement officiel, consacré par la loi du 29 mai 1959 relative au Pacte scolaire.

En 1964-1965, des arrêtés royaux organisent l'assistance morale dans les prisons en reconnaissant la Fondation pour l'assistance morale aux détenus comme établissement d'utilité publique.

En 1970, l'assistance morale dans les hôpitaux est consacrée par un arrêté royal du 12 janvier relatif à l'assistance morale religieuse ou philosophique aux patients hospitalisés.

Le Pacte culturel, consacré par la loi du 16 juillet 1973, garantit la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Un arrêté royal du 3 décembre 1974 assure la reconnaissance des fêtes de la jeunesse laïque, ces fêtes que j'ai évoquées tout à l'heure.

La loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 fait référence en son article 59 au problème des communautés non confessionnelles.

Un arrêté royal du 17 septembre 1980 consacre l'assistance morale s'exerçant dans les aéroports.

Le 29 juillet 1981 intervient la loi relative à la subsidiarité des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique. J'étais d'ailleurs à l'époque rapporteur.

Un arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 organise l'assistance morale aux immigrés.

En 1984, un autre arrêté de cette Communauté assure l'assistance morale dans les maisons de repos et de soins.

Le 8 novembre 1988, un arrêté royal régit la subsidiarité du centre du Conseil central laïque.

Enfin, une loi est votée en 1991 à propos des conseillers laïques dans les forces armées.

Ces références précises permettent de définir le cadre dans lequel s'inscrit la reconnaissance de cet article 117. Les Gouvernements successifs et le Parlement ont depuis longtemps pris conscience de la nécessité de reconnaître, parallèlement au culte, des activités laïques non confessionnelles.

Il est sans doute utile de rappeler que la présente initiative qui consiste à reconnaître la laïcité a été programmée et en tout cas annoncée, au début de 1980, par le ministre de la Justice, M. Van Elstande, qui avait proposé de reconnaître la laïcité en trois étapes. D'abord, par l'attribution d'un premier subside pour 1980, subside qui serait régulièrement augmenté. Ensuite, par le vote d'une loi transitoire légalisant l'attribution annuelle d'un tel subside. Enfin, par la reconnaissance définitive de la laïcité, celle que doit consacrer le vote de l'article 117 dont nous débattons aujourd'hui.

Les ministres de la Justice qui ont succédé à M. Van Elstande et qui appartiennent à tous les courants politiques ne se sont jamais départis de cette attitude. Ce subside annuel qui atteint actuellement les 80 millions de francs — ce qui est évidemment très loin, pour diverses raisons, des montants qui sont consacrés aux traitements des ministres du culte qui atteignent la somme de 3 milliards 112 millions de francs — a permis de rémunérer certaines activités d'assistance morale. Cela méritait d'être souligné.

En tout cas, il est clair que la loi du 23 janvier 1981 qui assure l'attribution de ce subside ne contient pas le cadre juridique complet de la reconnaissance de la laïcité. D'ailleurs, cette loi de 1981 avait été conçue comme un régime transitoire. Selon l'exposé des motifs, la loi a été votée en attendant la révision de l'article 117 de la Constitution et l'approbation d'une loi de reconnaissance de la laïcité et d'une loi relative aux traitements des conseillers laïques. Cela fait partie du rapport que j'ai eu l'honneur d'établir à l'époque au nom de la commission de la Justice.

Voici donc venu, mesdames et messieurs, le moment de parachever cette réforme annoncée par M. le ministre Van Elstande en 1980. Il convient de rappeler que, dans son accord de gouvernement, le Gouvernement précédent a expressément postulé cette reconnaissance de la laïcité. Il n'est d'ailleurs pas inutile de souligner qu'il l'a fait exactement dans les termes qui sont utilisés dans la proposition de modification de la Constitution.

Quant au texte proposé, j'émettrai quelques remarques sur les termes de la proposition qui ont donné lieu à débat.

Le texte stipule que « les traitements et pensions des délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle sont à charge de l'Etat. Les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget de l'Etat ». Un de nos honorables collègues a observé que les termes « pour y faire face » n'étaient pas très heureux et pourraient être supprimés, d'autant plus qu'ils ne figurent pas dans la version néerlandaise. Ce détail de style permettrait peut-être une meilleure toilette du texte.

Je crois également bon d'attirer l'attention de l'assemblée sur un amendement déposé en commission par M. Arts, amendement qui tendait à remplacer les mots « conception philosophique non confessionnelle » par les mots « conception philosophique laïque ». Je tiens à répondre complètement et parfaitement à cette question intéressante et importante, afin d'éliminer toute équivoque.

Je voudrais tout d'abord souligner combien les motivations de cet amendement me paraissent satisfaisantes, en tout cas à titre personnel. Quelle est la philosophie explicite de cet amendement? La motivation est la suivante: « Le présent amendement vise à accepter sans restriction ni équivoque la reconnaissance de la communauté laïque organisée par opposition à la notion peu claire d'organisations qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle. Il est incontestable, selon l'amendement, que la laïcité doit être reconnue. L'objectif ne peut être cependant de reconnaître n'importe quelle organisation offrant une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ». Je suis d'accord avec ces considérations et préciserai la portée des termes de la proposition.

Un second argument a été invoqué par les auteurs de l'amendement: les termes « non confessionnelle » sont trop ambigus. Selon M. Arts: « Ils ne pouvaient accepter l'approche simpliste selon laquelle, d'une part, il existe des cultes fondés sur une croyance religieuse et, d'autre part, tous les citoyens qui ne se réclament pas d'un culte reconnu appartiendraient pour ainsi dire automatiquement à la communauté non confessionnelle qui serait incarnée par la laïcité organisée. »

Troisième argument de l'amendement: le mot « organisation » ne paraît pas adéquat.

Je répondrai à présent à ces trois observations. Le terme « non confessionnelle », dans le texte que nous proposons, vise-t-il tout ce qui s'inscrit en négatif des cultes religieux? La réponse est incontestablement négative. Ce terme n'est pas ici une sorte de catégorie résiduaire ou de fourre-tout dans lequel serait repris tout ce qui n'est pas intégré dans un culte particulier.

Dès lors, pourquoi employer le terme « non confessionnelle » plutôt que celui de « laïque »? Plusieurs remarques peuvent être faites à ce sujet. Tout d'abord, spécifiquement dans le contexte de l'article 117, les deux termes sont équivalents. En ce sens, nous aurions pu adopter l'amendement principal de M. Arts. En effet, ces termes ont, dans notre pays, en matière d'assistance morale aux personnes, exactement le même sens et recouvrent la même

réalité. L'assimilation est à ce point vraie que l'organisation reconnue par le Gouvernement, le Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique — en néerlandais de *Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België* — porte, à côté du titre officiel, un autre titre officiel en abrégé. Deux titres officiels sont donc simultanément valables dont un est en abrégé; en français, il s'agit du Conseil central laïque et en néerlandais du *Centrale Vrijzinnige Raad*. Dans la compréhension que les fondateurs de cette organisation importante ont eu, les termes «laïque» et «non confessionnelle» sont donc rigoureusement équivalents.

Par ailleurs, deuxième remarque, les termes «non confessionnelle» de l'article 117 se rapportent à des vocables bien précis, employés dans cet article, soit «assistance morale» et «conception philosophique». L'article 117 a en effet trait aux délégués offrant une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle. Ces deux références sont particulièrement importantes et ne peuvent être dissociées de l'ensemble des termes. Les droits et avantages liés aux réformes constitutionnelles et législatives ne sont donc accordés qu'à ceux qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle. Le texte ne vise donc pas forcément, par exemple, l'enseignement public par opposition à l'enseignement libre ni, en particulier, l'enseignement de la morale non confessionnelle dans les établissements officiels, puisque les termes n'ont pas nécessairement, dans ce cas, la même acception. Mais peut-être viendra un consensus pour donner un sens identique aux termes «non confessionnelle» repris dans les articles 17 et 117.

Troisième considération: le texte propose une démarche caractérisée. Il fait référence à une assistance morale d'un type particulier que je voudrais préciser afin d'éviter toute équivoque. Il s'agit, en effet, d'une assistance morale non pas religieuse mais d'une assistance qui exclut certaines références à Dieu et à un culte religieux. Les démarches d'assistance morale non confessionnelle ou celles accordées par des religieux peuvent être vues et pensées sur le même plan juridique — dans le cadre de l'article 117 notamment — mais elles ne se comprennent dans leurs différences parce que, sur des points précis, leurs conceptions de vie et leurs principes moraux sont divergents, voire incompatibles, comme le sont, sur certains aspects essentiels, les différentes confessions religieuses. Il n'est donc pas question, par le vote proposé, de permettre une subvention d'une communauté philosophique qui organiserait une assistance morale.

Enfin, il faut rappeler que la reconnaissance des organisations qui offrent l'assistance morale est une question prioritairement laissée au législateur et, dans une certaine mesure, au Gouvernement. Le constituant n'est en tout cas pas concerné à ce sujet. Je ne dois pas vous rappeler qu'en droit, en raison de la philosophie même des principes essentiels qui président à son organisation, le constituant n'a pas le pouvoir de débattre de ce que doivent être les conceptions fondamentales devant présider à cette assistance morale, pas plus qu'il n'a le droit de juger de la vérité de certaines conceptions qui constituent la base des cultes religieux. Il est évident que l'établissement de cette discrimination entre les différentes attitudes qui peuvent sous-tendre l'assistance laïque ou non confessionnelle et l'assistance religieuse ne peut pas être effectué par le constituant. De même, la reconnaissance de l'importance sociale du phénomène religieux — ou du phénomène laïque, en l'occurrence — n'appartient pas non plus à l'appréciation du constituant mais à celle du législateur et du Gouvernement. Les niveaux de discussion sont donc totalement différents. Les mélange reviendrait à entrer dans une déviation des principes qui organisent l'ensemble de notre structure constitutionnelle.

Le maintien du terme «non confessionnelle» dans la proposition qui vous est soumise est bien sûr justifié par le fait que ce mot a déjà été employé dans d'autres législations. La dernière loi qui organise l'assistance morale dans les armées y fait notamment référence de façon très claire. Dans ce cas, le terme «non confessionnelle» a le même sens que celui que nous lui donnons dans le projet de nouvel article 117. Il convient d'ailleurs de souligner que les termes «non confessionnelle» ou «laïque» ne sont pas les seuls qui peuvent souffrir d'une certaine ambiguïté. Le mot «culte» est également ambigu. Il existe différentes sortes de cultes. Je pense

notamment au culte des morts. Tous les cultes ne sont pas reconnus par la Constitution. De même, le contenu du terme «chrétien» peut susciter des considérations multiples. Certaines religions peuvent contester à d'autres le droit de s'appeler «chrétiennes».

Ce qui est important pour le législateur et le constituant, c'est, par exemple, le fait social que représente l'Eglise — l'organisation des catholiques en Belgique. L'Eglise catholique constitue, bien plus que la religion chrétienne, une référence précise «praticable» par les pouvoirs publics. Pour cette raison, nous avons prévu, dans le texte constitutionnel, de faire référence à une organisation — le Conseil central laïque, par exemple —, car c'est l'organisation qui indiquera quel sera l'interlocuteur des pouvoirs publics. Cette question fondamentale peut d'ailleurs poser des problèmes difficilement solubles en ce qui concerne la reconnaissance de certaines religions.

Ce n'est pas le cas pour ce qui est de l'Eglise catholique et ce l'est déjà moins pour d'autres. Toutefois, on connaît les difficultés que pose, pour la reconnaissance du culte musulman, l'absence d'une organisation rigoureuse de cette confession.

Je crois avoir ainsi exprimé — de façon trop synthétique peut-être — le contenu de la proposition de réforme. Je vous prie d'excuser le schématisme provoqué par ce genre de débat, qui tente très rapidement de définir en droit ce fait idéologique qu'est la laïcité, que sont les conceptions philosophiques non confessionnelles.

Je l'ai déjà dit: l'esprit de la proposition n'est pas de fonder l'intolérance ou de s'inscrire dans une stratégie d'exclusion d'une religion, quelle qu'elle soit, ou de toutes les religions, mais, au contraire, de consacrer un projet de cohabitation, ce qui était difficilement concevable voici cinquante ou cent ans.

En votant ce nouveau texte, nous nous inscrivons dans le cadre idéologique fondamental de notre Constitution et de son pluralisme, élément essentiel. Nous consacrerons ainsi davantage la capacité de notre Constitution de réunir, dans une société ouverte, un message multiple, multiforme et cependant à vocation universelle. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, de CVP-fractie heeft op bijzonder actieve wijze de besluitvorming rond het voorstel tot uitbreiding van artikel 117 van de Grondwet gevolgd, zowel gedurende de behandeling in de commissie voor de Herziening van de Grondwet als in voorbereiding op deze bespreking in de plenaire vergadering van de Senaat.

Ook voor onze fractie is, wat men niet helemaal juist «de grondwettelijke erkenning der vrijzinnigheid» heeft genoemd, een uitermate belangrijke aangelegenheid.

Ik zeg «niet helemaal juist» omdat de tekst handelt over wedden en pensioenen van afgevaardigden van levensbeschouwelijke organisaties op niet-confessionele basis en niet over «de vrijzinnigheid».

Vooraf nog dit. Wij verheugen ons over het feit dat tot nu toe discussies over het voorstel in alle openheid en sereniteit werden gevoerd, zoals trouwens blijkt uit het gewaardeerde verslag van de heer Stroobant en het bijgevoegde verslag van de heer Garcia.

Toch is het aangewezen dat ik, namens onze fractie, in aanvulling op onze standpuntbepaling zoals ook aangekondigd in het verslag hier het woord voer omdat onze houding principieel is en derhalve niet is ingegeven door louter stemgedrag.

Er is geen wettekst of hij heeft én een juridisch én een politiek karakter, inhoud en interpretatie. Zulks is des te meer waar voor grondwetteksten die bovendien dikwijls een symbolische en pedagogische betekenis hebben.

Mijn betoog slaat derhalve op verschillende aspecten. Het is voor een zo juist mogelijk begrip van artikel 117, eerste lid, van de Grondwet natuurlijk van belang de origine ervan na te gaan. Waarom staat een bepaling over wedden en pensioenen van bedienaars der eredienssten in de Grondwet *in fine* van titel IV — De Financien? Zeker niet omwille van de grondwettelijke bepa-

ling over vrijheid van eredienst. Die bepaling is immers vermeld onder titel II — De Belgen en hun rechten, meer bepaald in artikel 14.

De tegenpool van de vrijheid van eredienst en met name: dat niemand kan gedwongen worden op enigerlei wijze deel te nemen aan handelingen en aan plechtigheden van een eredienst staat met zoveel woorden in artikel 15 van de Grondwet.

Als men daarbij het grondwettelijk recht van vereniging zoals bepaald in artikel 20, de vrije meningsuiting, kortom de hele titel II van de Grondwet die in 1830 zo toonaangevend was, in herinnering brengt, is er geen probleem en is er nooit een probleem geweest om de georganiseerde vrijzinnigheid grondwettelijk te erkennen.

Het gaat er om of er een grondwettelijke bepaling nodig is voor een financiële bijdrage van de Staat in de wedden en pensioenen van de afgevaardigden die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op

Louter juridisch is het antwoord neen. Er is geen grondwettelijke bepaling nodig. Een wet volstaat. Trouwens, en zulks is belangrijk, in 1830 bestond er voorafgaandelijk aan artikel 117 van onze Grondwet een wettelijke regeling die aan de bedienaars van de eredienst een wedde toekende. Het waren: de wet van 18 germinal van het jaar X voor de katholieke en protestantse eredienst en het decreet van 17 maart 1808 voor de Israëlitische eredienst.

Deze wettelijke regeling werd door de Koning Willem I der Verenigde Nederlanden en door het Voorlopig Bewind onverkort overgenomen en uitgevoerd.

Artikel 117 van de Grondwet nam deze wettelijke bepaling over. In eigentijdse termen zouden we zeggen dat deze bepaling grondwettelijk werd gebetonneerd. Daarom staat die bepaling ook onder titel IV — De Financien.

Wij hebben er geen bezwaar tegen dat de oorsprong van die wettelijke regeling na de Franse Revolutie een antwoord was op «La suppression des dîmes ecclésiastiques», de opheffing van het tiendenrecht ten voordele van de geestelijke stand, dat bezegeld werd in het Concordaat van 1801 tussen de Katholieke Kerk en de Franse Staat.

Zonder die motivering te ontkennen, willen we ook vaststellen dat bij de totstandkoming van artikel 117 van de Grondwet er een ander belangrijke consensus was ten aanzien van de opgenomen verplichting tot betaling van de bedienaars der eredienst.

Ik lees in *Le droit public de la Belgique* van Giron namelijk: «par l'unique motif que les cultes sont un objet d'utilité publique».

Het sociaal nut van de eredienst als dienst aan de bevolking werd dus in 1830 mede erkend als een grondslag van de staatsverplichting. De vergoeding van bedienaars van erediensten beperkt zich niet tot een vergoeding voor de sacrale functie maar betreft ook de sociale dienstverlening die zij verzorgen. Ik gebruik met opzet de term «sociale dienstverlening» in zijn toenmalige betekenis.

In 1881 wordt in een parlementair rapport vermeld dat de eredienst wordt beschermd *in abstracto*, namelijk als de «veruitwendiging» van de religieuze noden van de bevolking.

In het voorstel tot toevoeging van een tweede lid aan artikel 117 van de Grondwet wordt deze argumentatie hernomen en bevestigd, maar dan ten opzichte van «alle levensbeschouwingen die een sociaal feit zijn».

De voorstellers vragen dus om de staatsverplichting in betaling van wedden ten gunste van afgevaardigden van alle levensbeschouwingen die een sociaal feit zijn tot het grondwettelijk niveau op te tillen. Door zulks te formuleren als tweede lid van artikel 117 van de Grondwet is het duidelijk dat een parallellisme met het eerste lid van dat artikel wordt nagestreefd.

Principieel heeft de CVP-fractie hiermee geen probleem. Het was trouwens een CVP-minister die de wettelijke regeling voor subsidiërende erkenning van de vrijzinnigheid in 1981 invoerde. Collega Lallemand heeft hier al naar verwezen.

Het is en blijft de opvatting van de CVP-fractie dat de gevraagde grondwettelijke erkenning van dit sociaal feit het best omschreven wordt als de vrijzinnige levensbeschouwing in plaats van als het verwarring brengende «niet-confessionele levensbeschouwing».

Wellicht is het verschil in het Nederlands en het Frans taalgebruik er de oorzaak van dat de indieners van het voorstel weigerachtig blijven tegenover onze opvatting. Het woord «vrijzinnigheid» wordt vertaald door «laïcité», terwijl wij het Nederlandse begrip vertalen door «libre pensée».

Zo is het begrip bij ons gegroeid. Door een reeks wettelijke bepalingen, waarnaar ook collega Lallemand verwees, is het begrip «niet-confessioneel» in de tekst geslopen.

Een ander element van verwarring kan wellicht worden gezocht in de benaming van de koepelorganisaties. Sinds 1972 zijn de Franstaligen gegroepeerd in het «Centre d'action laïque», de Nederlandstaligen in de «Unie van Vrijzinnige Verenigingen». Bijzonder frappant is dat de koepel voluit genoemd wordt «Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwende gemeenschappen van België, maar dat de afkorting CVR is, Centrale Vrijzinnige Raad».

Tenslotte is er de onderwijsbepaling van artikel 17 van de Grondwet zoals herzien in 1988. Daar wordt het begrip «niet-confessioneel» een eerste maal in de Grondwet vermeld bij het begrip «zedeleer». Nu weten wij allen nog zeer goed dat de omschrijving van de cursus «niet-confessionele zedeleer» afkomstig is uit het Schoolpact en geenszins kan worden gelijkgesteld met de omschrijving «vrijzinnige zedeleer». Integendeel, «niet-confessionele zedeleer» heeft een neutrale betekenis. Die verworpendheid van het Schoolpact en van artikel 17 kan niet worden aangevochten.

Veronderstel dat wij het voorstel *ne varietur* goedkeuren, dan gebeurt dit op basis van vier uitgangspunten.

Ten eerste, als wij het voorstel zoals het voorligt, goedkeuren, dan is het duidelijk onder de aanvaarding van het parallellisme tussen het eerste en het tweede lid van artikel 117, maar ook onder aanvaarding van de algemene consensusgedachte van 1830, toen het sociaal nut van voorheen wettelijk erkende erediensten werd erkend. Op grond van dezelfde consensusgedachte, de erkenning van het sociaal feit en nut van de vrijzinnigheid, aanvaarden wij het voorgestelde tweede lid van artikel 117. Maar het is wel duidelijk dat grondwettelijk niet één bestaande VZW als koepel kan worden erkend. Ik keer dan ook met genoegen de woorden van de heer Lallemand ter zake.

Het is even duidelijk dat de woorden «een niet-confessionele levensbeschouwing» uit het voorstel — *selon une conception philosophique non confessionnelle* — gewoon letterlijk, maar ook interpretatief dus niet helemaal kunnen worden gelijkgesteld met «de» niet-confessionele levensbeschouwing, noch met «de» vrijzinnige confessionele levensbeschouwing.

Zoals «erediensten» niet gelijkgesteld zijn met «de» katholieke of «de» protestantse Kerk, zo kunnen «de organisaties met niet-confessionele levensbeschouwing» niet worden gelijkgesteld met de VZW «Centrale Vrijzinnige Raad», die dan erkend wordt als de enige organisatie met vrijzinnige levensbeschouwing. Wel is het duidelijk dat de geciteerde koepelorganisatie een bij wet erkende organisatie zal zijn die valt onder het voorgestelde artikel 117, tweede lid. Ze is trouwens nu reeds wettelijk erkend.

Ten tweede, als wij het voorstel zoals het voorligt, goedkeuren, dan is het duidelijk dat wij aan de voorgestelde term «morele diensten verlenen» een beperkte inhoud geven.

Er is de morele dienstverlening die ook aan de bedienaren van de eredienst wordt toebedeeld, bijvoorbeeld in de overgang naar het levenseinde. Met opzet gebruik ik niet het woord «stervensbegeleiding». De zuiver sociale bijstand is immers een bevoegdheid van de Gemeenschappen en valt niet meer onder wetsbepalingen maar onder decretaal bepalingen. Het behoort de latere wetgever hierop nauwgezet toe te zien. Het optreden van bedienaren van de erediensten bij het levenseinde is zowel sacramenteel, het stellen van een sacrale ritus, het sacrament der stervenden, als moreel ondersteunend.

Wij erkennen de mogelijke beantwoording vanuit de vrijzinnigheid als moreel ondersteunend bij vrijzinnigen in stervensnood. Uiteraard is er binnen zulke vrijzinnige morele bijstand geen sacramentele functie.

De morele dienstverlening zien we ook parallel tussen leken-consulenten en bedienaars van de erediensten bij het helpen van verwerken van pijn en eenzaamheid in ziekenhuizen en gevangenissen. Wij zien echter geen parallelisme tussen gebedsoefeningen, doopvieringen, huwelijkszegeningen, eerste communie en vormseltoedieningen, uitvaartliturgieën die in de erediensten in gebruik zijn en in hun sacrale uitwerking ook een sociaal nuttige functie hebben, en handelingen aan organisaties op basis van niet-confessionele levensbeschouwing.

Ten derde, als wij het voorstel goedkeuren, dan is het duidelijk dat wij niet kunnen instemmen met een opdeling van de bevolking in twee groepen, enerzijds degenen die de godheid aanvaarden en zulks al dan niet-permanent praktiserend in een eredienst-deelname uitdrukken en anderzijds al de anderen die tot de groep van de niet-confessionelen behoren, zijnde de achterban van degenen die de vrijzinnige levensbeschouwing onderschrijven.

Wij erkennen het sociale gegeven van de vrijzinnige levensbeschouwing en willen niet voorafgaand ledentallen kennen, wat zou kunnen worden ervaren als een aantasting van de individuele vrijheid. Wel stellen we vast dat *hic et nunc* niet in ieder kerkdorp een vrijzinnige gemeenschapsorganisatie bestaat of nodig zal zijn om afdoend in te gaan op de vraag tot ondersteuning door morele hulpverlening.

Ten vierde, als wij het voorstel goedkeuren, dan is het duidelijk dat in artikel 117 de gelijkwaardigheid wordt erkend van enerzijds de bedienaars der erediensten en anderzijds de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing omdat beide in hun optreden minstens morele hulpverlening betrachten. Het zal moeilijk zijn te verklaren waarom wedden en pensioenen voor de eerste lijn verschillend zouden zijn al naar gelang het gaat om bedienaars der erediensten of om afgevaardigden van vrijzinnige organisaties.

Los van iedere kerkelijke hiërarchie of kerkelijkrechtelijke bepaling stellen wij vanuit onze specifieke politieke verantwoordelijkheid dat daarbij in de nog op te stellen organieke wetgeving twee principes dienen te worden opgenomen.

Zoals in artikel 16 van de Grondwet werd omschreven, heeft de Staat niet het recht zich te bemoeien met de benoeming of de installatie der bedienaars van enige eredienst.

Zulks geldt ook voor artikel 117, eerste lid, van de Grondwet. Die bepaling dient dus uitgebreid te worden tot de afgevaardigden genoemd in het voorstel. Als de wet een organisatie op basis van vrijzinnige levensbeschouwing erkent in uitvoering van artikel 117, tweede lid, van de Grondwet, zal het alleen die erkende organisatie zijn die de afgevaardigden, zonder enige controle van de Staat, kan benoemen.

Waar zulks tot nu toe niet voorgeschreven is, nemen wij aan dat minimumkwalificaties inzake onderwijs of specifieke vorming van bedienaren en afgevaardigden kunnen worden geeïst, bijvoorbeeld minimum maatschappelijk assistent of een daarmee gelijkgesteld niveau.

Bij de totstandkoming van zo een organieke wet die allicht geen « wijdingsverplichting » zal opleggen, noch vrouwen zal uitsluiten, zal het aan de verantwoordelijken van de wettelijke erkende organisaties of erediensten toekomen vrij te benoemen wie aan de gestelde voorwaarden voldoet. Het uitoefenen van sacrale taken door de bedienaren van erediensten zal wettelijk geen vereiste zijn.

Wij vertrouwen erop dat bij de totstandkoming van de uitvoeringswetten dezelfde consensus mogelijk zal zijn als vandaag bij de stemming over dit voorstel. We gaan er vanuit dat we in deze legislatuur geen bepaling over wisselmeerderheden moeten inroepen en het spreekt vanzelf dat onze houding ook na deze legislatuur dezelfde zal blijven.

In dit debat, dat ook voor ons belangrijk is, hebben we duidelijk stelling genomen tegenover vragen waarvoor we verplicht waren zelf een antwoord te vinden omdat eeuwenoude levensbe-

schouwelijke tegenstellingen niet zo maar kunnen worden overbrugd. We zijn dan ook verheugd over wat de heer Lallemand daaromtrent zoëven heeft gezegd.

Wij staan bewust positief tegenover dit voorstel en zullen het goedkeuren, tenzij onze inzichten fundamenteel worden tegengesproken. Onze positieve houding wordt ingegeven door wat ik noem de vaste wil van de echte vrijzinnigen om op grond van een positieve kijk op mens en maatschappij een betere samenleving uit te bouwen.

Het humanisme is een morele basiswaarde waarin naast de vrijheid ook de verantwoordelijkheid van de mens wordt vooropgesteld, zij het dat alleen de mens als zingever wordt aanvaard, zonder transcendentie, zonder erkenning van een godheid. In dit verband wil ik Willy Calewaert en Jaap Kruithof citeren die in het *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen*, verschenen eind 1987, het volgende schrijven: « Meer in concreto is voor de vrijzinnigen het humanisme verbonden met waarden als egalitarisme, verdediging van de mensenrechten, democratie, emancipatie van de mens en samenleving door hun bevrijding van allerlei vormen van discriminatie, zoals anti-racisme, vrouwenemancipatie, gelijke behandeling van homoseksuelen, tolerantie en pluralisme. » Vanaf deze tribune durf ik een oproep doen naar de vrijzinnigen om inderdaad de samenleving van morgen op grond van dergelijke basiswaarden verder uit te bouwen.

Het is trouwens in dit perspectief dat de christelijke volkspartij, van bij haar ontstaan afstand heeft genomen van een te clericale benadering en niet alleen theoretisch vrijzinnigen als lid van die christelijke volkspartij aanvaardt, omdat het geen partij van alleen maar katholieken is, maar wel een partij van iedereen die de basisvoorwaarden van het christendom als richtinggevend aanneemt.

Deze voor sommigen nog verrassende benadering is nochtans de basis van mijn oproep tot de echte vrijzinnigen. Het gaat daarbij niet om partijpolitieke winning of verkeerd begrepen verruiming. Het gaat er daarbij om elkander in consensus te vinden zoals in het Congres van 1830 toen artikel 117, eerste lid, van de Grondwet, werd aangenomen, waarbij niet alleen het concordaat of de schadevergoeding, maar de reële vergoeding voor positieve dienstverlening van het sociale feit der erediensten in consensus werd goedgekeurd.

Onze samenleving loopt risico's van ongebreidelde permissiviteit, vereenzaming, egoïstische individualisme en laxisme ver van verantwoordelijkheid en solidariteitszin en van westers groepsegoïsme, alsof de hongerlijdende Afrikaan, de politiek vluchtende Cambodijan of strijdende moslim-Bosniër niet evenwaardig is aan de Vlaming of Waal waarvoor wij opkomen. Op basis van de positieve krachten zowel van de vrijzinnigheid als van de erediensten groeit de kans op een morele herbewapening van onze samenleving. Mijnheer Goovaerts, het is bijzonder erg dat u nu hier daarmee de spot drijft. Wij hebben ermee opgehouden met de vrijzinnigen te spotten en van hen verwachten wij dat zij niet langer met ons spotten.

De verdraagzaamheid is door het jongste concilie van de katholieke kerk erkend als een basisopvatting en zij wordt in het werkelijke leven ook in praktijk gebracht, met alle risico's van dien. De basiswaarden van onze beschaving, waar de bijdrage van het christendom niet wordt ontkend, kunnen de vrijzinnigen in alle verdraagzaamheid met ons delen.

Het is tijd dat nu er zelfs grondwettelijke erkenning komt en op levensbeschouwelijke basis een strijdbijl wordt begraven, die voorheen ook door kerkelijken is gehanteerd. Ik ben daarmee volkomen in eenklank met de heer Lallemand. Sommigen zeggen dat na het abortusdebat, het katholieke etiket van België is afgerukt en de vrijzinnigheid zegeviert. In die dialectiek willen wij niet treden. Voor ons is verdraagzaamheid veel meer dan een verbaal pluralisme een positief begrip, ja een levenshouding geworden.

Wij zullen meewerken aan een organieke en uitvoerende wetgeving en iedere plagerij en miskening van de erediensten van de hand wijzen, ook al wordt die duidelijker in sommige gemeenten en Gewesten. Men kan kerkgebouwen niet laten verkommeren, ook al is een bepaalde zondagspraktijk dalend.

Wij zullen belachelijk maken of misplaatste verdachtmaking van erediensten of levensbeschouwingen, hetzij door andere erediensten of levensbeschouwingen, hetzij door kwetsende grapmakers, tegenwerken, zeker als de massamedia daarvoor worden misbruikt.

Wij verwachten een positieve benadering van de morele hulpverlening door waardegebonden levensbeschouwingen, al zijn die niet gebaseerd op geloof. Dat is de reden waarom wij als christelijke politieke groepering het voorstel goedkeuren binnen de gegeven interpretatie, namelijk open, overtuigd en positief zonder complex.

Als lid van een fractie die de politieke verdediging van de basiswaarden uit het christendom in haar vaandel voert, en dus niet vanuit een kwalificatie als gelovige, formuleerde ik deze oproep naar de vrijzinnigen.

Daarbij ga ik uit van de overtuiging dat deze positief bedoelde oproep ook als zodanig wordt ervaren en dus geenszins als een historische en inhoudelijk achterhaalde religieuze veroveringsdrang overkomt.

De goedkeuring van het onderhavig voorstel mag geen episode worden in een strijd tussen levensbeschouwelijke gemeenschappen, maar wel een start tot morele herbewapening van onze samenleving. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben met gemengde gevoelens aan de voorbereiding van de bespreking van dit voorstel tot herziening van de Grondwet begonnen.

Ik deed dit enerzijds met grote verwachtingen — ik hoop dat ze niet zullen worden beschaamd — en mij bewust van de belangrijkheid van het moment, omdat eindelijk een fundamentele gelijkberechtiging in de Grondwet kan worden ingeschreven.

Anderzijds was er toch dat blijvend onzeker gevoel, die planenkoorts eigenlijk, dat ik, als spreekbuis van de vrijzinnige voorhoede van de niet-confessionele gemeenschap, niet voldoende in staat zou zijn om ieder van u te overtuigen van de diepe oprechtheid en de gegrondheid van ons voorstel.

Vijftien jaar lang reeds, mijn hele parlementaire loopbaan, heb ik, in navolging van andere gezaghebbende voorgangers, ervoor geijverd de ook door mij als niet-gelovige scherp gevoelde discriminatie op vele diepmenselijke terreinen weg te werken door een gelijke-kansenwetgeving te stimuleren.

Eindelijk, na grondige besprekingen in de senaatscommissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen staat het licht nu op groen voor dit uitiem openbaar debat en worden de verkozenen eerstdaags uitgenodigd om zich uit te spreken over de positieve aanvulling van het artikel 117 van de Grondwet.

Historisch gezien hernemen we hiermee in feite de discussie van het Nationaal Congres, dat in 1831 het principe van godsdienstvrijheid in de Grondwet opnam.

Wij vullen dit fundamentele recht op vrije keuze en beoefening van godsdienst echter aan met een even gefundeerd recht op de morele erkenning van de niet-confessionele levensbeschouwing.

Met de goedkeuring daarvan overbrugt België een tegenstelling die in de 19e eeuw is ontstaan en ons land — gewild of ongewild — veel onheil heeft bezorgd, met de tegenstellingen tussen vrijdenker en gelovige, Vlaams en Waals, progressief en conservatief.

Die tegenstellingen kunnen alleen door een grote verdraagzaamheid worden overbrugd. De wetgever moet die verdraagzaamheid in teksten vastleggen. De Grondwet is het charter van rechten en verplichtingen en regelt de institutionele kant van de vrije staatsordening.

Aanpassing van de Grondwet is eerder de uitdrukking van pragmatisme dan een morele keuze. Laten we de billijkheid en de gelijkwaardigheid van de levensopvattingen ook in de grondwetsartikelen opnemen.

Door de veralgemening van de secularisering en van de vrijzinnigheid kan de vrijzinnige gemeenschap zich niet ontdoen van haar verantwoordelijkheden om voor de andersdenkenden en vrijdenkers vanuit haar specifieke overtuiging morele hulp te organiseren.

De sociale en morele invloed van de godsdienst op burger en samenleving, zijn bijdrage tot het algemeen belang en zijn diensten aan de bevolking waren de uitgangspunten voor zijn erkenning.

Ook de vrijzinnige morele dienstverlening beantwoordt aan die bijdrage tot het algemeen belang. De Unie van Vrijzinnige Verenigingen en het *Centre d'action laïque* staan ten dienste van de bevolking zonder onderscheid en vormen mede de basis voor de erkenning van de gelijkwaardigheid met de erediensten.

We gaan daarbij uit van de sociologische realiteit dat de vrijzinnigen in 1830-1831 de Grondwet hebben opgesteld en ondanks de strikte scheiding tussen Kerk en Staat, erin hebben toegestemd artikel 117 in de Grondwet in te schrijven.

Inderdaad, toen al waren de vrijzinnigen zo tolerant om het voordeel van artikel 117 aan de erkende erediensten toe te kennen. Nu zij zelf over structuren beschikken en om hetzelfde voordeel vragen als de erkende erediensten, is het billijk hen dezelfde grondwettelijke gelijkheid te bieden.

Bij het ontstaan van ons land had het begrip «cultes» een ruime betekenis, gelijk te stellen met levensbeschouwingen, al dan niet godsdienstige. In de oorspronkelijke geest van de Grondwet had men het woord «erediensten» even goed door een ruimer begrip kunnen vervangen, zodat het huidige artikel 117 had kunnen volstaan.

Aangezien het eerste lid niet voor herziening vatbaar is verklaard, gelet op begrijpelijke gevoeligheden en omstandigheden, is het nu het ogenblik om in een geest van verdraagzaamheid en in volle eerbied voor de verschillende levensbeschouwelijke richtingen het pluralisme door te trekken ten voordele van wie zich op niet-confessionele gronden heeft georganiseerd.

Mijnheer de Voorzitter, wat zijn nu voor ons de grondslagen voor de erkenning van deze niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap?

De Grondwet bepaalt dat «het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen wordt toegekend zonder discriminatie, ... onder meer de rechten en de vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden».

Artikel 4 van de Grondwet, gewijd aan «de vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan», bepaalt het principe van de onafhankelijkheid van de Staat ten aanzien van de godsdienst en van de onafhankelijke positie die de Kerken in de Staat innemen.

Dit principe van wederzijdse onafhankelijkheid vormde, zoals gezegd, nochtans geen beletsel voor de Staat om bepaalde erediensten te beschermen die beantwoorden aan de godsdienstige noden van de bevolking en die geacht worden diensten te verstrekken aan de gemeenschap.

Het is dus niet zozeer de aard van de overtuiging maar wel het sociaal belang dat de eventuele tussenkomst van het openbaar gezag wettigt.

De erkenning van de niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap is, zoals die van de godsdiensten, meteen de erkenning van het sociaal nut, het moreel belang en de humane waarde van deze levensbeschouwelijke gemeenschap.

Inderdaad, de betekenis van het begrip «eredienst» in de context van artikel 117 van de Grondwet, is de door de wet erkende organisatie die morele diensten verleent op basis van een confessionele levensbeschouwing.

Daarom is het nodig dat het artikel 117 wordt aangevuld met een tweede lid, waarin de voorwaarden van het eerste lid worden uitgebreid tot de organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

Door de termen «erediensten» en «niet-confessionele levensbeschouwing» te gebruiken geeft de grondwetgever duidelijk de dualiteit aan die in deze levensbeschouwingen bestaat met betrekking tot de confessionaliteit.

Wat verstaan wij nu onder het begrip niet-confessioneel? De terminologie dient te worden bekeken in een ruimere maatschappelijke context. Het begrip verwijst naar een levensbeschouwe-

lijke gemeenschap — in de brede zin van het woord — die gekenmerkt is door de afwezigheid van een geloof in een georganiseerde relatie tot een godheid.

Het gaat hier dus over dit deel van de bevolking dat zich niet herkent in een bepaalde eredienst en dat in de volksmond de vrijzinnige gemeenschap wordt genoemd.

Deze vrijzinnige humanistische gemeenschap verwijst naar een positieve levensbeschouwing, in zoverre dat de godsdienstige en de niet-confessionele overtuigingen heel wat gemeenschappelijke kenmerken vertonen. Zij hebben met name beide een opvatting over mens en maatschappij, verbonden aan ethische en morele regels.

De vrijzinnigen hebben zich daarbij op een positieve manier bevestigd door een levensbeschouwing te huldigen waarin de normen en de waarden worden gedefinieerd op grond van de menselijke relaties en van de menselijke behoeften.

De niet-confessionele gemeenschap is daarenboven een levensbeschouwelijke gemeenschap wier bestaan vaststaat, die een grote stimulans is en een continue inmenging nastreeft.

Niet alleen door de debatten, maar ook door wat daarover is geschreven, zijn wij er ons van bewust dat de termen « vrijzinnig » en « niet-confessioneel » vaak door elkaar worden gebruikt. Nochtans hebben zij niet helemaal dezelfde betekenis. Wij verwijzen hierbij naar de definitie die oud-collega Willy Calewaert en professor Jaap Kruijthof hieraan geven.

Zij typeren de verhouding tussen vrijzinnigen en niet-confessionelen « als een relatie tussen de geëngageerde voorhoede die een reeks taken op zich neemt en desgevallend voor allerlei bestuurs- en begeleidingsfuncties instaat, een een bredere achterban van minder actieve geestesgenoten ».

Wat het begrip niet-confessionele morele dienstverlening betreft, dient te worden benadrukt dat het om een dienstverlening gaat in overeenstemming met een levensbeschouwing die gekenmerkt wordt door het vrijzinnig humanisme.

Het vrijzinnig humanisme is een globale levensbeschouwing. De kijk op leven en dood omvat een aantal basisprincipes die niet los van elkaar kunnen bestaan, en waar de vrijzinnigen achter staan.

Het vrijzinnig humanisme gaat uit van de mogelijkheden en begrenzingen van elk mens. Het is de mens zelf die vanuit deze achtergrond zin en vorm geeft aan zijn leven.

Aldus meent een vrijzinnig humanist — en hierin bestaat het onderscheid en ligt de bewuste keuze — geen beroep te kunnen doen op krachten en machten die « boven » of « buiten » hem liggen omdat hij overtuigd is zelf te beschikken over het vermogen en de vrijheid om te bepalen wat goed en kwaad is.

Bovendien gaat deze levensbeschouwing uit van de redelijkheid van de mensen. Dit wil zeggen: de verantwoordelijkheid op zich nemen voor eigen daden en keuzen. Meer nog, het houdt in dat men bereid is zijn doen en laten aan kritiek te onderwerpen en er rekenschap voor af te leggen, want vrijzinnigen voelen zich verbonden met hun medemensen en willen rekening houden met de anderen, ongeacht wie zij zijn of wat zij geloven.

De gekozen terminologie in het ter bespreking voorliggende voorstel tot herziening van artikel 117 van de Grondwet is bijgevolg correct: aan de ene kant omdat de tekst analoog is aan die van het regeerakkoord van 1987 en aan de andere kant omdat de definitie geen aanleiding geeft tot verwarring omtrent de gebruikte termen.

Minister Van Elsanle vroeg indertijd reeds aan de vrijzinnigen, die zich opwierpen als vertegenwoordigers van de niet-confessionele gemeenschap, om zich te organiseren en een onderlinge regeling te vinden.

In de continuïteit van het wetgevend werk heeft dit geleid tot de wet van 23 januari 1981 tot subsidiëring van de uitbouw van de Centrale Raad der niet-confessionele gemeenschappen van België teneinde hen in staat te stellen de lekenwerking uit te bouwen.

Het koninklijk besluit van 1988 dat de subsidiëring regelt, bepaalt niet alleen de modaliteiten van de subsidiëring en de subsidiëeringsvoorwaarden, maar geeft ook aan waarvoor deze subsidiëring kan en moet worden aangewend. Dezelfde terminologie

werd hernomen toen het ging om de reglementaire toewijzing van morele consultants bij onder meer krijgsmacht, ziekenhuizen en gevangenissen.

In dezelfde geest leidde dit tot de tekst die aan onze goedkeuring wordt onderworpen. Vandaar dat de term « organisatie » verwijst naar de structuur van een levensbeschouwelijke gemeenschap. De erediensten zijn immers ook noodzakelijkerwijs georganiseerd in een kerk, een synagoog of dergelijke. De Kerk is niet alleen de uitwendige vorm van de gemeenschap; zij is tevens de organisatie ervan. Het huidige artikel 117 van de Grondwet had evengoed kunnen spreken over bedienaren van de Kerk.

Vooraf echter moet het grondwettelijk recht worden opgenomen. Daarna zal de wet bepalen welke niet-confessionele organisaties worden erkend opdat hun afgevaardigden — zoals zij die noemen, en de benaming is hun keuze — die aangewezen zijn om morele diensten te verlenen, hun opdracht naar behoren en voltdijs zouden kunnen uitoefenen.

Anderzijds staat de representativiteit en de belangrijkheid van de niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap in ons land evenmin ter discussie. Die gemeenschap wordt vertegenwoordigd door de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, die als VZW in 1972 werd opgericht. De Centrale Raad verenigt een aantal vrijzinnige organisaties in België. De Nederlandstalige organisaties zijn gegroepeerd in de Unie van Vrijzinnige Verenigingen, de Franstalige in het *Centre d'action laïque*.

Ik wil toch even ingaan op een aantal opmerkingen die hier naar voren werden gebracht. De Unie van Vrijzinnige Verenigingen verenigt de Nederlandstalige organisaties in het Nederlands taalgebied en in Brussel-Hoofdstad die het principe van het vrij onderzoek onderschrijven. Deze organisaties aanvaarden bij het uitbouwen van hun levensbeschouwelijke, wijsgerige en ideologische overtuiging geen dogma's of gezagsargumenten. Zij erkennen de mens als schepper en drager van de morele waarden.

De unie groepeerde op het ogenblik vierendertig organisaties. Samen tellen zij enkele tienduizenden actieve leden over de hele Vlaamse Gemeenschap. Uit verschillende opiniepeilingen en onderzoeken is trouwens gebleken dat de niet-confessionele gemeenschap de tweede belangrijkste levensbeschouwelijke gemeenschap van ons land is. Het gaat hier over nog andere gegevens dan over het aantal leerlingen dat opteert voor de lessen zedenleer daar waar er een keuze mogelijk is. Dit moet toch belangrijk zijn voor ons die de voorbije jaren altijd zoveel belang hebben gehecht aan de waardering en de erkenning van de in onze gemeenschappen verblijvende geloofsgemeenschappen.

Ik wil ook nog iets toevoegen over de taak die wordt waargenomen door de morele lekenconsultanten. Die taak omvat vele, verschillende, maar ook nieuwe facetten, waaronder uiteraard en voornamelijk de morele begeleiding van mensen die daarom vragen en die op geestelijk of fysiek gebied een moeilijke periode doormaken. In de huidige fase wordt er ook veel tijd besteed aan de vorming en de begeleiding van de vele vrijwillige morele consultants. Bovendien moet men ook inspelen op de vele specifieke noden van de plaatselijke niet-confessionele gemeenschap. Zo moet men meer en meer helpen bij het organiseren van plechtigheden, onder meer bij overlijdens. Er is op dit vlak een openheid die enkele jaren geleden niet mogelijk was. Zo kunnen op het ogenblik in eenzelfde crematorium in verschillende zalen gelijktijdig godsdienstige en vrijzinnige plechtigheden bij het afscheid van een overledene plaatsvinden. Voor het organiseren en het begeleiden van deze plechtigheden, ook bij huwelijken en geboorten, wordt meer en meer een beroep gedaan op morele consultants. Ik denk hier ook aan de ontroerende momenten tijdens de jaarlijkse plechtige herdenking te Breendonk van de slachtoffers van het nazisme. Daar voeren een katholiek priester, vertegenwoordigers van andere geloofsgemeenschappen en een moreel consultant het woord, aldus leggen zij er de nadruk op hoe de verschillende levensbeschouwelijke gemeenschappen op eenzelfde morele-ethische manier tegen dit belangrijk moment uit onze geschiedenis aankijken.

Mijnheer de Voorzitter, om te besluiten wil ik er nog eens op wijzen dat het ons niet gaat om de erkenning en de financiering van een soort vrijzinnige kerk. De niet-confessionele levensbe-

schouwelijke gemeenschap organiseert geen erediensten in de zin zoals collega Arts ze heeft belicht. Het gaat wel om het grondwettelijk verlenen van een individueel recht van alle burgers om, ook wanneer zij zich niet bekeren tot een van de erkende erediensten, een beroep te kunnen doen op een gelijkaardige morele en geestelijke bijstand die door de gemeenschap wordt gefinancierd.

Met de herziening van artikel 117 van de Grondwet komt een einde aan een jarenlange, vaak onbewuste maar diep ingrijpende discriminatie van de vrijzinnigen in ons land.

Met uw aller begrip kan de uiteindelijke rechtsgelijkheid tussen de niet-confessionele en de confessionele levensgemeenschappen worden gerealiseerd. Ook dit is een stuk pacificatie onder mensen van goede wil.

Mijnheer de Voorzitter, om al deze redenen zal onze fractie het voorstel goedkeuren. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Goovaerts.

De heer Goovaerts. — Mijnheer de Voorzitter, de inhoud van het geloof en de inhoud van de boodschap van de collega's van de CVP verdienen het grootste respect, zij het maar om de sociale betekenis die de Kerk en de katholieke godsdienst in termen van oprechte ethiek en moraal heeft gehad en in de huidige moeilijke tijd nog steeds heeft. Collega's van de CVP, u zal zien dat ik een heel eindweegs met u meega in een aantal van uw kritische opmerkingen.

Religie en vrijzinnigheid hebben meer raakvlakken dan sommige zwart-witvoorstellingen — die ook hier aan bod zijn gekomen — laten vermoeden. Ik heb wel moeite met de vorm waarin de boodschap van de CVP naar voren wordt gebracht nopens artikel 117, tweede lid, van de Grondwet. Ik krijg de indruk dat de CVP met de manier waarop ze vandaag haar voorwaarden formuleert, de anderen wil dwingen tot een besluit en zichzelf bovendien hoger acht dan degenen die vandaag ingevolge deze grondwetswijziging een recht zullen krijgen en zeker geen gunst, zoals de CVP het wil laten voorkomen.

Bij de hopeloze bewering dat de CVP de verruimingsgedachte al een eeuw geleden zou hebben ingevoerd zal ik niet blijven stilstaan. Ik wil bij het onderwerp blijven en benadrukken dat ik het eens ben met de heer Seeuws die verklaarde dat deze grondwetsherziening voor elke burger een individueel recht inhoudt.

De heer Diegenant. — Na de erkenning komt er nu ook een subsidiëring.

De heer Goovaerts. — De subsidiëring, waarvan u spreekt, mijnheer Diegenant, baart mij wel zorgen. Volgens de heer Arts mogen de lekenconsulenten niet meer ontvangen dan de priesters die volgens sommigen te weinig verdienen, maar die recent toch een verhoging hebben ontvangen en die bovendien nog andere inkomsten hebben. Als de lekenconsulenten met een « normaal » loon zullen vergoed worden volgens de voorwaarden gesteld door de CVP, dan zal dit veel geld kosten. Inderdaad eist de CVP, als concessie, een enorme verhoging van de bedragen die thans reeds aan de bedienaars van de katholieke eredienst uitgekeerd worden.

Na uw opmerking dat de wijziging van artikel 117, tweede lid, vooral met subsidies te maken heeft, meen ik dit wel even te mogen aanstippen.

De heer Diegenant. — Het gaat hier om de promotie van de humanitaire waarden waarop de samenleving gebaseerd is. Wie die waarden promoot, mag daarvoor op dezelfde wijze vergoed worden.

De heer Goovaerts. — Inderdaad. Wat u wil wordt nu wel duidelijk.

De tenlasteneming door de Staat van de wedden en pensionen van de bedienaren van de eredienst gaat terug tot de Napoleontische periode. De onteigening van de goederen van de kerk en de kloosters verzeilde zo, middels een compromis, in onze Grondwet. Het is deze compensatie, samen met de sociale rol van de bedienaars van de eredienst, die aan de basis lag van de finan-

ciële vergoeding. Ik vermoed trouwens dat na meer dan twee eeuwen het verlies als gevolg van de onteigeningen wel ruimschoots afgeschreven is.

Het systeem wordt nu doorgetrokken naar de niet-confessionele dienstverlening en morele bijstand. Ik zeg wel dienstverlening en morele bijstand. Het gaat hier om de inschrijving in de Grondwet van een fundamenteel gelijkheidsbeginsel voor iedere burger, opdat hij, ook wanneer hij zich niet tot één van de erkende geloofsgemeenschappen bekennt, een beroep kan doen op bijstand van de Staat. Verwezen wordt naar het recht op morele bijstand, niet naar de erkenning of de financiering van een Kerk. De morele bijstand kan echter niet worden losgekoppeld van de sociale bijstand. Het is niet meer dan logisch dat de ongelijke behandeling van de bedienaars van de erediensten en degenen die dezelfde rol spelen buiten die erediensten, eindelijk ophoudt. Op die manier wordt de discriminatie weggewerkt tussen hen die een beroep kunnen doen op de morele dienstverlening van een priester en de niet-confessionelen die geen beroep kunnen doen op een vergelijkbare hulp, omdat de afgevaardigden van niet-confessionele organisaties thans niet door de Staat worden betaald. Zoals de heer Arts heeft gezegd moet men artikel 117 van de Grondwet zien in samenhang met de artikelen 14, 15 en 16 en, naar mijn mening ook met de artikelen 6 en 6bis. Ik kom daarop nog terug.

Wat betekent niet-confessionaliteit? Wie zal de beneficiaris zijn van artikel 117, tweede lid, van de Grondwet? Het begrip niet-confessionele levensbeschouwing gaat inderdaad verder dan dat van vrijzinnigheid. Ik citeer uit het verslag: « Voor de vrijzinnigheid steunt de waarheid niet op het transcendente. De waarheid is niet te vinden op een hoger niveau van het menselijke. » Einde citaat. Er zijn nochtans vrijzinnigen voor wie deze axiomatische taal niet opgaat. Het was dan ook beter in het tweede lid van artikel 117 te gewagen van niet-confessionaliteit in plaats van vrijzinnigheid.

Het is dus evenzeer onjuist te stellen — zoals wel in gebeurd — dat de verhouding tussen vrijzinnigen en niet-confessionelen moet worden gezien « als een relatie tussen de geëngageerde voorhoede die een reek- taken op zich neemt en desgevallend voor allerlei bestuurs- en begeleidingsfuncties instaat, en een brede achterban van minder actieve geestesgenoten ». Dat wil echter niet zeggen dat éénieder die geen godsdienst belijdt bij de niet-confessionelen moet worden gerekend. Daarvoor is dit begrip dan weer te eng. De Raad van State heeft er recent ook al op gewezen dat er een derde spectrum bestaat dat het dualisme godsdienst-zedenleer in het officieel onderwijs uit de weg gaat. Men zal er dus rekening moeten mee houden dat een toekomstige rol voor die tussencategorieën niet uitgesloten is, wil men elke discriminatie helemaal wegwerken.

Ik wil hier waarschuwen voor de gevaarlijke redenering die, vertrekkend van de vaststelling dat er weinig niet-confessionele bewegingen zijn die niet kunnen worden ondergebracht in de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, ervan uitgaat dat deze organisatie automatisch en exclusief ook het derde spectrum zou vertegenwoordigen.

Voor mij is de zin van het tweede lid, dat voor erkenning eigenlijk alle organisaties in aanmerking komen die morele en sociale diensten bewijzen op een al dan niet confessionele basis. Het ware beter geweest artikel 117 aldus globaal te formuleren en niet de indruk van een zuilenvorming te wekken. Dan had men het subtiële onderscheid, dat nu soms geweigerd wordt, tussen laïciteit en niet-confessionaliteit niet moeten maken en kon eenieder zich in het ene of het andere terugvinden. Ook anderen dan confessionelen en niet-confessionelen — volgens het tweede lid — voelen zich verbonden met hun medemensen, ongeacht wie zij zijn. Ook anderen gaan uit van de redelijkheid van de mensen en willen in solidariteit verantwoordelijkheid opnemen voor hun eigen daden en keuzen.

De opdeling die nu is gemaakt verplicht ook wie zich in het derde spectrum bevindt bij te dragen tot het functioneren van ideeën die gebaseerd zijn op godsdienst of niet-confessionaliteit. Maar ook de belijders van godsdiensten en de niet-confessionelen onderling betalen voor een ideologie of een religie die niet de hunne is. Men kan zich afvragen of het systeem van de paragrafen 1 en 2 van artikel 117 niet globaal als enigszins anachronistisch en

als een subsidiemechanisme kan worden gekwalificeerd, zonder dat het fundamentele probleem, de morele bijstand in elke betekenis van het woord en voor eenieder wordt opgelost.

Het volstaat niet meer steun te geven, lonen of pensioenen te betalen en godsdiensten en niet-confessionele levensbeschouwing financieel te bedruipen opdat een gemeenschap pluralistisch zou worden. Ik vraag mij verder af, en dat is een retorische vraag, of het constitutionaliseren van de niet-confessionele levenshouding invloed zal hebben op het lokale — gemeentelijke — vlak. In plaats van alleen maar geld te geven voor het onderhoud, de reparatie van kerkelijke goederen en de kerkdiensten, meen ik dat de niet-confessionaliteit ook op het gemeentelijk vlak voor het tweede en derde spectrum moet worden erkend en geholpen.

Om de positieve gedachte en de goede geest uit het verslag ook aan artikel 117 te toetsen, vraag ik mij af of wij het Arbitragehof niet moeten uitnodigen te onderzoeken of het gelijkheidsbeginsel ook op dat vlak wordt gerespecteerd. Misschien is het ook maar een droom dat ooit één filosofische raad zal opgericht worden waarin men op het gemeentelijk vlak het concept van de huidige kerkfabriek terugvindt, aangevuld met de idee die nu voortvloeit uit het tweede lid van artikel 117, maar dan op een andere morele en organisatorische leest geschoeid. Dit betekent dat op alle echelons gelijkheid en samenwerking kan worden verzekerd. Alleen op deze wijze zal het noodzakelijke pluralisme zonder zuilenvorming en zonder discriminatie kunnen worden verwerkelijk.

Uiteindelijk lijkt het ons echter beter zowel aan de confessionele als aan de niet-confessionele gemeenschap werkingsmiddelen te verschaffen van op een andere basis. Zou het inderdaad niet correcter en doelgerichter zijn in België het systeem van de *Kirchensteuer*, dat in verscheidene landen bestaat, in te voeren? Dan zou elke belastingbetaler zelf een bestemming kunnen geven aan een deel van zijn belastinggeld door het toe te kennen aan de confessionele of niet-confessionele organen van zijn keuze. Dat zou pas echte democratie en echt pluralisme zijn. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, mon exposé sera à la fois de nature juridique, historique et politique. Un sujet tel que celui que nous abordons nécessite en effet une approche globale, et il me semble absolument indispensable de s'interroger sur la nature profonde de l'Etat belge.

Dans un premier temps, j'aborderai la question de la définition du régime qui régit les rapports entre l'Etat et les Eglises en Belgique.

La Constitution adoptée par le jeune Etat indépendant en 1831 ne fait référence explicitement ni à la laïcité de l'Etat ni à la séparation de l'Etat et de l'Eglise. Mais plusieurs articles jettent les bases d'une laïcité politique de l'Etat et confèrent, dès le milieu du XIX^e siècle, à l'Etat belge, dans ses rapports avec les Eglises et les communautés religieuses, un statut original au sein des régimes parlementaires, pluralistes et démocratiques qui voient le jour.

Trois articles de la Constitution consacrent un certain nombre de principes considérés désormais comme essentiels : l'article 14 garantit la liberté des cultes, leur exercice public et la liberté d'expression; l'article 15 spécifie que « nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos »; l'article 16 dénie à l'Etat le moindre droit de regard dans la vie de l'Eglise, mais précise que « le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale »; cette dernière disposition est clairement une concession aux thèses des défenseurs de la primauté du pouvoir temporel.

La disposition constitutionnelle du 24 décembre 1970 a précisé la notion d'égalité des Belges devant la loi figurant à l'article 6 en ajoutant un article 6bis qui garantit les « droits et libertés reconnus aux Belges » aux « minorités idéologiques et philosophiques ».

Le régime mis en place en Belgique n'est pas un régime concordataire fixant les droits et obligations réciproques; la Belgique indépendante n'a jamais signé de concordat. Il n'est pas davantage un régime d'absorption de l'Eglise par l'Etat, car il n'y a pas

de subordination de celle-là à celui-ci. Le système belge n'est pas davantage un régime de séparation *stricto sensu*, et cela au moins pour deux raisons.

D'abord, l'Etat est amené à financer partiellement les cultes reconnus. Je voudrais revenir sur un certain nombre d'arguments qui ont été avancés lors de ce débat pour justifier l'article 117 tel qu'il est actuellement libellé dans la Constitution. Dès 1831, une polémique est née sur l'interprétation qu'il convenait de donner à l'intervention financière de l'Etat. S'agissait-il d'un simple traitement, c'est-à-dire d'une rémunération payée en échange d'un service rendu à la population? Il y avait un large consensus, y compris chez les parlementaires qui se réclamaient du libéralisme, pour estimer que la pratique d'un culte était un bienfait pour la population. S'agissait-il, en revanche, d'un traitement ayant valeur d'indemnité? C'était la thèse des défenseurs du culte catholique, car l'intervention financière des pouvoirs publics leur apparaissait comme un juste dédommagement pour la nationalisation des biens ecclésiastiques survenue pendant le régime français et qui avait privé l'Eglise de ressources immenses; selon ce point de vue, la disposition constitutionnelle ne faisait que perpétuer l'esprit du Concordat de 1801 signé entre Napoléon Bonaparte et Pie VII, qui avait été d'application en Belgique pendant le régime français et dont les effets s'étaient prolongés sous le régime hollandais entre 1815 et 1830.

Il est ensuite une seconde raison qui justifie l'absence de séparation explicite entre l'Etat et l'Eglise en Belgique. La liberté reconnue aux cultes va plus loin que celle reconnue aux associations religieuses « dans le cadre du droit commun d'un Etat séparé des Eglises »; ainsi — et je fais référence à un procès actuellement plaidé à Tournai — le pouvoir judiciaire ne peut pas contrôler les actes de l'autorité religieuse « qui produisent indirectement des effets dans l'ordre civil » : un évêque, ou un prêtre, révoqué par sa hiérarchie perd tout droit au traitement versé par l'Etat sans que les tribunaux civils puissent en connaître. Je renvoie aux excellents articles du chanoine Aubert ou de M. Wagnon en la matière.

Dès lors, quelle est la nature de l'Etat belge? Notre Etat est neutre et peut être qualifié de laïque; les lois de l'Eglise n'y sont pas d'application et n'ont plus aucun effet civil mais, à la différence de la France, l'enseignement dispensé aux frais de l'Etat, puis des Communautés, est obligatoirement neutre et non laïque. Cet Etat est tolérant et accorde même aide et protection aux Eglises en punissant ceux qui outragent leurs ministres et les objets du culte. L'aide pécuniaire n'est toutefois due qu'aux cultes reconnus. Concrètement, furent d'abord reconnus et bénéficièrent des libéralités prévues par la Constitution les cultes qui s'étaient déjà vu reconnaître des avantages antérieurement à 1830; dans les faits, il s'agissait — ainsi que l'a rappelé M. Arts — des cultes qui avaient été reconnus au temps de l'annexion des territoires « belges » à la République et à l'Empire français, à savoir les cultes catholique et protestant en 1802 et le culte israélite en 1808.

La Belgique indépendante va avoir une interprétation assez large de l'article 117 de la Constitution. Trois autres cultes furent reconnus : le culte anglican en 1835, le culte islamique en 1974 et le culte orthodoxe en 1985.

Au total, un « régime d'indépendance réciproque » paraît encore la meilleure définition.

Bien que cela puisse paraître paradoxal dans un Etat que l'on décrit parfois abusivement comme étant un Etat laïque — j'ai déjà apporté un certain nombre de nuances en la matière —, j'évoquerai à présent l'influence du Concordat de 1801 dans la Belgique contemporaine.

Annexés par la République française à partir du 1^{er} octobre 1795, les Pays-Bas autrichiens et la principauté de Liège, qui, pour l'essentiel, correspondent au territoire de la Belgique d'aujourd'hui, avaient été soumis au régime du Concordat signé par Napoléon Bonaparte et le pape Pie VII le 26 messidor de l'an IX, soit le 15 juillet 1801, et qui devint loi de la République le 18 germinal de l'an X, soit le 18 avril 1802. Après la chute de l'Empire, les départements belges furent rattachés à la Hollande pour former le royaume des Pays-Bas de Guillaume I^{er} d'Orange Nassau; mais celui-ci ne remit pas en cause l'existence du Concordat dans les provinces méridionales.

La révolution de septembre 1830 modifia radicalement cet état de choses. Il n'y eut pas de reconduction, même tacite, du Concordat. Pourtant, en dépit de l'article 138 de la Constitution belge qui spécifie: « A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires, sont abrogés », la législation prise entre 1802 et 1815 en application du Concordat est restée partiellement en vigueur car il a subsisté des situations de contacts entre l'Eglise et la société civile: législation sur les fabriques d'église, les presbytères, etc., que la Constitution ne réglait pas.

Une partie de la législation concordataire va donc survivre dans la Belgique indépendante, avec toutes les ambiguïtés qui pouvaient en résulter puisque le Concordat avait reconnu le catholicisme comme « la religion de la grande majorité des Français ». Voilà qui explique que l'influence de décrets napoléoniens se soit maintenue, en particulier dans deux domaines qui ont fait l'objet de controverses depuis le milieu du XIX^e siècle et qui étaient réglés par le décret du 24 messidor an XII, soit le 13 juillet 1804, pris en exécution du Concordat.

Il s'agit des honneurs militaires rendus au Saint-Sacrement et à la hiérarchie catholique ainsi que la place des autorités religieuses dans le protocole officiel et des honneurs militaires rendus aux autorités publiques à l'occasion du Te Deum, et l'assistance des corps constitués à ces cérémonies. Ces deux domaines ont été réglés par des décrets qui découlaient de l'application du Concordat.

Voyons à présent les avantages financiers consentis aux cultes reconnus. Le « système belge », en vertu de la Constitution et de l'héritage concordataire sur le temporel des cultes, s'est révélé extrêmement généreux à l'égard du culte. Bien sûr, en raison de sa large prédominance, le catholicisme en a surtout profité. Comme l'a fort bien souligné le chanoine Aubert, l'atmosphère du temps, qui était à l'alliance des libéraux et des catholiques — c'est ce qui fut appelée l'Unionisme — dans les années qui suivirent la Révolution, contribua encore à renforcer le poids et les avantages de l'Eglise dans les institutions; en effet, un large consensus existait dans l'élite dirigeante pour estimer la religion nécessaire au bon fonctionnement de la société. Il en résulta diverses mesures complémentaires à la Constitution: « arrêté royal du 30 décembre 1833 organisant l'aumônerie militaire; lois communales et provinciales des 30 mars et 30 avril 1836 rappelant les obligations en faveur des fabriques d'églises, des palais épiscopaux et des séminaires; loi du 15 mai 1838 exemptant les ministres des cultes de l'obligation de faire partie d'un jury d'assise; arrêté royal du 3 avril 1839 dispensant les étudiants en théologie du service militaire; circulaire ministérielle du 1^{er} octobre 1840 déclarant toujours en vigueur le décret du 24 messidor an XII qui ordonnait que les honneurs militaires soient rendus au Saint-Sacrement... ».

On peut récapituler comme suit les principaux montants prévus dans les budgets des pouvoirs publics en faveur des cultes en 1989, prise comme année de référence.

Premièrement, les traitements et pensions des ministres des cultes inscrits aux budgets des ministères de la Justice et des Pensions — application de l'article 117 de la Constitution — représentaient 3 510 300 000 francs;

Deuxièmement, les dépenses à charge des provinces et des communes, soit la couverture des déficits des fabriques d'église, les dépenses d'entretien des palais épiscopaux et séminaires diocésains — application des décrets du 18 germinal an X et du 30 décembre 1809, complétés par la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes —, s'élevaient à un montant de 3 500 000 000 de francs;

Troisièmement, la restauration des édifices du culte classés, dépense à charge des gouvernements régionaux, comportait 700 000 000 de francs.

Si l'on ajoute à ces montants d'autres dépenses: financement des cours de religion dans les écoles, aumôniers auprès de l'armée et de la gendarmerie, une franchise postale partielle, le financement d'émissions à la radio et à la télévision, etc., on peut évaluer à un minimum de 8,5 milliards de francs belges l'intervention finan-

cière directe des pouvoirs publics belges en faveur des cultes reconnus. Environ 97 p.c. de ces sommes sont alloués aujourd'hui au culte catholique.

Ces montants n'englobent évidemment pas la part considérable des budgets d'éducation destinés à l'enseignement libre confessionnel.

Voyons les acquis de la laïcité depuis 1959. Dans cet Etat neutre et non confessionnel qu'est la Belgique, la culture catholique, encore écrasante dans les premières décennies de l'indépendance, a donc contribué à conférer au catholicisme une situation tout à fait privilégiée. Alors qu'un puissant mouvement laïque allait se développer à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, il a cependant fallu attendre 1959 pour que la laïcité obtienne progressivement satisfaction sur quelques points fondamentaux.

Premièrement, le Pacte scolaire et la loi de 1959 vont enfin faire droit aux revendications de la laïcité et mettre le cours de morale sur un pied d'égalité dans l'enseignement public avec le cours de religion. Désormais, les élèves de l'enseignement secondaire public ont obligatoirement le choix, chaque semaine, entre deux heures de morale ou deux heures de religion d'un des cultes reconnus.

Deuxièmement, la loi du 9 juillet 1973 a abrogé les dispositions du Code pénal relatives à la publicité et à la prescription des contraceptifs.

Troisièmement, la loi du 27 mai 1974 « modifiant la formule du serment et des déclarations solennelles en matière judiciaire et administrative » a supprimé la référence à la divinité, soit « ainsi m'aide Dieu »; « ainsi Dieu me soit en aide ».

Quatrièmement, l'arrêté royal du 10 juillet 1974 a abrogé le titre II du décret de messidor an XII relatif aux honneurs rendus au Saint-Sacrement.

Cinquièmement, la loi du 23 janvier 1981 a accordé des subsides, inscrits au budget du ministre de la Justice, au profit des « communautés philosophiques non confessionnelles » pour leur permettre d'engager des auxiliaires administratifs.

Cette mesure s'est inscrite dans la logique de l'organisation de la laïcité belge. Successivement avaient vu le jour, à Bruxelles et en Wallonie, le centre d'action laïque en 1969 et, en Flandre, l'*Unie Vrijzinnige Verenigingen* en 1971, qui s'étaient assignés pour but de fédérer et de coordonner l'action des associations laïques francophones et néerlandophones. Peu après, l'ensemble de la laïcité belge s'est dotée d'un comité de coordination dénommé en abrégé Conseil central laïque — *Centrale Vrijzinnige Raad*. C'est à ce comité que sont octroyés les subsides; en 1992, ils se sont élevés à 80 millions de francs belges; ils sont essentiellement utilisés à la rémunération du personnel des « maisons de la laïcité » qui ont été ouvertes dans plusieurs grandes villes.

Sixièmement, la loi du 3 avril 1990 a considérablement libéralisé la législation relative à l'interruption volontaire de grossesse. Elle a mis un terme à des polémiques ardentes qui avaient essentiellement débuté en 1973 à la suite de l'arrestation du docteur Willy Peers, inculpé d'avoir pratiqué des avortements.

Septièmement, la loi du 18 février 1991 a créé un cadre de conseillers moraux, relevant de la communauté non confessionnelle de Belgique, auprès des forces armées. Ces conseillers moraux sont rémunérés et ont pour mission d'« apporter une assistance spirituelle et morale » aux militaires ainsi qu'au personnel civil du ministère de la Défense nationale.

La proposition de révision de l'article 117 de la Constitution, dont le Parlement belge est actuellement saisi, s'inscrit donc dans ce mouvement général. En principe, cette disposition permettra donc de rémunérer notamment des conseillers qui, au nom de l'humanisme laïque, fournissent actuellement bénévolement une assistance morale dans les prisons depuis 1965, dans les hôpitaux depuis 1970, auprès des immigrés depuis 1972 et dans les aéroports depuis 1977.

Le Pacte scolaire, dont la conclusion traduisait une volonté de paix idéologique dans le domaine de l'école, a donc incité le mouvement laïque belge à élargir considérablement l'éventail de ses

préoccupations, à diversifier ses centres d'intérêt à la différence de la situation qui prévaut en France. A noter également qu'en 1961 se constitua l'association « La Pensée et les Hommes ». Elle obtint de la radio-télévision belge en 1962, au profit d'émissions radio-télévisées de philosophie et de morale laïque, une égalité de traitement en durée, fréquence et horaire avec les émissions religieuses catholiques dont les coûts étaient pris en charge par le budget de la RTB.

J'en viens à des considérations générales en guise de conclusion. Les constituants de 1830 avaient autant le souci de préserver l'indépendance du pouvoir civil de toute tutelle ecclésiastique que de mettre l'Eglise catholique à l'abri de toute tentation césaropapiste; c'est ce qu'ils appelèrent improprement séparation dans les débats du Congrès national où s'élabora la nouvelle Constitution. Il en résulta un Etat, en principe neutre, mais fortement imprégné dans les mœurs, voire dans les lois, de la marque du catholicisme. Comme l'écrivaient encore, en 1985, des spécialistes de sociologie religieuse de l'UCL et de la KUL dans l'ouvrage *La Belgique et ses Dieux*: « En Belgique, le catholicisme est nettement quantitativement dominant et dispose d'un quasi-monopole de fait, celui-ci se traduit notamment dans les événements de la vie publique, ce qui ne va pas, bien souvent, sans irriter les membres d'autres groupes religieux tout autant que les laïcs qui considèrent souvent les uns et les autres que le catholicisme fonctionne de fait en Belgique comme une religion d'Etat, sans en avoir le statut officiel ».

L'accélération de la sécularisation de la société depuis un peu plus d'un quart de siècle ainsi que le déclin sensible de la pratique religieuse auraient pu déboucher sur un système de séparation beaucoup plus nette de l'Etat et de l'Eglise, en enlevant, par exemple, à celle-ci ses avantages financiers. En fait, il n'en a rien été, même si de nombreux laïcs belges sont favorables à l'instauration d'un système comparable au *Kirschensteuer* allemand. L'Italie en 1990 et l'Espagne en 1991, grands pays de tradition catholique, viennent d'ailleurs de se rallier à un système qui présente bien des analogies avec le système allemand.

A l'évidence, le poids croissant des associations laïques s'est révélé insuffisant pour contrebalancer celui de l'Eglise catholique. Cette dernière, il est vrai, bénéficie toujours indirectement de l'existence dans la société belge d'un pilier constitué d'organisations et de services — syndicats, mutualités, écoles, assurances, hôpitaux, coopératives d'achats, etc. — qui n'en continuent pas moins à se qualifier de « catholiques » ou de « chrétiens » même si, au fil du temps, les liens se sont distendus avec la structure ecclésiale; de toute façon, ils n'ont pas souffert dans leur recrutement, loin s'en faut, du recul de la pratique religieuse. A défaut de pouvoir remettre en cause les privilèges financiers du culte catholique, il restait donc au monde laïque à exiger pour ses associations une forme de réciprocité, comparable à celle qui a été accordée à des cultes concurrents du catholicisme. C'est la voie dans laquelle on s'est engagé depuis le début des années soixante, mais ce système de consensus, qui évite de porter atteinte aux avantages antérieurement concédés au culte historiquement dominant, risque — il faut en avoir conscience — de s'avérer très coûteux.

La proposition de rédaction nouvelle de l'article 117 n'est sans doute pas intellectuellement satisfaisante, mais il faut faire preuve de pragmatisme car, actuellement, il n'existe à l'évidence aucune autre voie pour mettre un terme à des discriminations devenues injustifiées.

C'est la raison pour laquelle le PRL votera en faveur de la proposition de révision. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Wintgens.

M. Wintgens. — Monsieur le Président, la proposition que le Sénat s'apprête à voter met un terme à un long débat, celui de la reconnaissance par la Constitution de communautés philosophiques n'appartenant à aucun des cultes existants.

La Constitution belge a souvent été regardée comme un modèle de tolérance, en même temps que la garante des libertés fondamentales: la liberté de la presse, de l'enseignement, d'opinion, de culte.

En ce qui concerne ces deux dernières libertés, il est frappant de constater que la Constitution ne protège pas le droit d'avoir une opinion ou d'adhérer à une philosophie religieuse. Ces droits sont, par nature, inaliénables et n'ont aucun besoin de garantie et de protection de l'Etat.

Les droits visés et protégés par notre Charte fondamentale sont bien plus ceux qui consistent à manifester une opinion, à pratiquer un culte. La liberté de culte s'étend ainsi à la possibilité de ne pas en pratiquer. La liberté d'opter pour la religion de son choix embrasse le souhait d'une partie de la population de ne pas avoir de religion du tout.

L'esprit de la proposition à l'examen concourt au souci de tolérance et d'acceptation des différences du parti que je représente. C'est donc favorablement que nous en accueillons le principe.

Néanmoins, tant lors du travail en commission qu'en cours de débat aujourd'hui, un grand nombre de problèmes, relatifs pour la plupart à la formulation de l'article envisagé, sont apparus. Ils révèlent l'extrême difficulté de cerner la réalité des communautés laïques, de leur rôle, de leur dimension et, puisqu'il y a au bout du chemin une idée de financement, de leurs besoins.

Il en va principalement du choix du terme « non confessionnelle » auxquels le parti social chrétien, comme d'autres, aurait volontiers vu substituer celui de « laïque ». L'acceptation du terme « non confessionnelle » ne peut signifier une extension de la reconnaissance de l'Etat à toutes croyances non confessionnelles ou à l'absence de croyances des individus. De même que l'absence de pratique religieuse n'est pas en soi un indicateur de l'incroyance, l'incroyant, lui-même, ne peut être assimilé ipso facto comme adepte de la laïcité ou faisant partie d'une communauté laïque. Cette précision nous semble aller de soi et nous continuerons à distinguer les personnes n'ayant aucune appartenance religieuse et, parmi elles, les membres d'une organisation laïque, spécifique et reconnue. Gardons-nous, en d'autres termes, de l'erreur tendant à considérer toute personne n'adhérant pas à une confession comme appartenant à la communauté laïque ou comme adepte de la laïcité. Comme le note le professeur Hubert Dethier de la VUB, « il ne peut être question de récupérer ces personnes par une restructuration de la vie associative laïque, en jouant le rôle d'une sorte d'anti-Eglise ».

L'inscription dans la Constitution de la protection de philosophies non religieuses et la rémunération de leurs représentants, sous peine d'être inutile, doit viser un phénomène précis, circonscrit, organisé et militant.

Le terme « laïque » paraissait, à cet égard, plus clair et précis que « non confessionnelle », bien que — il faut le reconnaître — le concept de laïcité ait connu, au cours des âges et des pays, des significations diverses.

Mais on ne peut en dire autant du mot « non confessionnelle » qui, au sein même de notre Constitution, connaît deux significations diverses. A l'article 17, il vise tout enseignement qui n'est pas confessionnel, et à l'article 117, comme je viens de le préciser, il ne peut envisager qu'un mouvement philosophique et distinct. Cette divergence de sens, au cœur de notre texte fondamental, est infiniment regrettable, spécialement au moment où, se faisant plus complexe, notre Constitution devrait présenter une précision de plus en plus rigoureuse.

Il s'agira ultérieurement de distinguer, comme nous l'avons fait pour les différents cultes reconnus, ceux des mouvements non confessionnels qu'il importe de reconnaître, et les autres. Une loi, déjà, a reconnu le Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique. C'est par un critère de représentativité et non de contenu de la laïcité que nous devons examiner ces reconnaissances.

Selon la proposition, les bénéficiaires des traitements alloués en vertu de ce nouvel alinéa de l'article 117 seront des délégués d'organisation qui offrent une assistance morale. Ce type d'assistance est connue, à l'armée, dans les prisons, les CPAS, les aéroports, et plus fondamentalement dans les hôpitaux. Dans ces derniers, force est de constater que ces délégués ont pu développer des pratiques d'assistance morale, spécifiquement laïques, dans des situations qui sont souvent marquées par une tension affective exceptionnelle, en particulier à l'approche du décès. Il n'y a pas de raison qu'en ce qui concerne ce travail nécessaire et ô combien

délicat, le bénévolat soit la règle. Une juste rémunération serait le signe de la reconnaissance de l'Etat de l'importance de cette assistance spécifique : la protection des citoyens s'en trouverait renforcée; ces derniers pourront faire appel à des assistants laïques comme à des aumôniers de confession.

Cela dit, j'entends corriger ce qui m'apparaît comme une méconnaissance du rôle des ministres du culte hors des murs de leurs églises. D'aucuns ont justifié, en effet, la rémunération des délégués laïques par le fait qu'ils exerçaient bénévolement une fonction d'assistance dans certains cas analogues à celle des prêtres bénéficiant d'un traitement. C'est oublier que si le culte proprement dit n'occupe pas ces derniers pour la totalité de leur temps, l'exercice de leur sacerdoce ne s'arrête pas aux célébrations religieuses. Ils assurent en effet un nombre de tâches aussi importantes que variées, dont celles qui sont de même nature que celles des conseillers laïques ne constituent pas l'essentiel. De surcroît, l'assistance qu'ils procurent n'apparaît pas comme une fin en soi mais participe d'objectifs de plus grande dimension, tels que la transmission, la confortation d'une foi, d'une conviction ou, plus globalement, qui relèvent de la charité et de l'espérance chrétiennes.

Dans le même ordre d'idées, il ne faudrait pas considérer que c'est la diminution du nombre des ministres du culte qui permet, budgétairement, de reconnaître la laïcité. Les sommes récupérées par l'Etat eu égard à cette réduction sont bien plus appelées à assurer aux prêtres un revenu correspondant à l'augmentation de leur fonction, voire à rémunérer les fidèles qui, sans être membres du clergé, participent au fonctionnement des cultes. Je pense spécialement aux diacres d'aujourd'hui et, qui sait, aux ministres du culte d'un type nouveau de demain.

J'en viens, après avoir envisagé la spécificité des mouvements non confessionnels, à m'interroger sur leurs besoins. Cette analyse doit reposer sur deux éléments. Combien sont nos compatriotes qui entendent faire de la morale non confessionnelle ou laïque une règle de vie? Et quel est le rôle des délégués appelés à être rémunérés?

Il est difficile, j'imagine, de répondre précisément à la première question. Néanmoins, certaines études, notamment celle de Roland Willemijns, intitulée *Actuele facetten van de vrijzinnigheid in Vlaanderen*, me permettent de penser qu'il ne s'agit pas de mouvements de masse concernant des centaines de milliers de personnes, à l'instar des grands cultes.

Le rôle des délégués, dont, je le répète, je ne mésestime nullement l'importance qualitative, se limite néanmoins à un certain nombre d'activités spécifiques, étrangères à toute idée de culte. Or, c'est l'exercice des cultes, auxquels participent en Belgique plus d'un million de personnes chaque semaine, qui entraîne les coûts les plus significatifs, répartis entre l'Etat et les fabriques d'églises.

Les traitements et pensions des délégués laïques ne devront donc pas, en comparaison, occasionner des dérives budgétaires. Quel que soit le nombre des prestations des conseillers moraux dans la vie d'un adepte de la laïcité, il sera, en quantité moindre que celles des ministres du culte.

Les réserves que j'ai pu exprimer ici expliquent sans doute la durée des travaux qui nous ont menés jusqu'à ce jour. Elles témoignent de l'intérêt que porte le groupe que je représente à la prise en compte, par la Constitution, de la réalité des organisations laïques. Cet intérêt n'est pas étranger au souci du parti social-chrétien de protéger les minorités idéologiques et philosophiques, conformément d'ailleurs à l'article 6bis de cette même Constitution.

L'acquis représenté par cet alinéa 2 nous semble plus important que les risques de dérive présentés par sa formulation. Dans notre souci traditionnel de solidarité et de compréhension des besoins, y compris philosophiques, des uns et des autres, mon groupe votera donc en faveur de la proposition.

Nous devons cependant être vigilants, lors de l'adoption des lois de reconnaissance des organisations laïques, afin que soit respecté l'esprit dans lequel nous avons apporté notre soutien à ce nouveau pas en avant vers plus de tolérance et de respect mutuels. (Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Vaes.

M. Vaes. — Monsieur le Président, je me réjouis de voir le Sénat consacrer quelques heures à un débat aussi important qui a trait aux fondements de notre culture politique.

Comme l'ont rappelé plusieurs interlocuteurs beaucoup plus compétents que moi dans l'histoire politique, sociale, religieuse et philosophique de notre pays, il faut à certains moments faire le point pour se rendre compte de la logique d'évolution dans laquelle nous nous trouvons concernant un certain nombre d'éléments qui nous divisent et nous unissent en même temps.

Comme j'ai pu le vérifier en écoutant mes collègues, une volonté de cohabitation harmonieuse, que je partage entièrement, existe.

Vous n'ignorez pas que mon parti est lui-même d'essence sociologique pluraliste puisqu'il est composé de croyants pratiquants, de personnes ayant comme base une culture chrétienne ou religieuse, de libres penseurs et d'un certain nombre d'athées militants. Nous sommes donc particulièrement sensibles à la symbolique et à l'aspect opérationnel de ce complément de l'article 117, que nous avons cosigné avec un grand nombre de nos collègues. Nous n'infirmerons évidemment pas aujourd'hui le soutien que nous apportons à cette proposition.

A ma façon, je voudrais résumer brièvement ce qui a déjà été largement évoqué par M. Lallemand, par M. Arts et par d'autres collègues, et expliquer, en d'autres termes, les raisons essentielles pour lesquelles nous croyons opportun que le Parlement vote cette disposition.

Tout d'abord, cette disposition confirme une philosophie de libre choix dans notre société se fondant sur l'exercice de libertés fondamentales, et donc liées à des valeurs immatérielles de la vie. Vous savez que le système libéral et marchand est lui-même axé sur la notion du libre choix du marché, qui, malgré les effets pervers, est producteur de créativité et donne la possibilité d'exprimer ses préférences personnelles dans le domaine matériel.

Mais, plus important, nous défendons depuis longtemps, tant dans notre Constitution que dans notre conception démocratique, le respect de la possibilité du libre choix des personnes dans tous les domaines et, principalement, en matière d'idées et d'expression des conceptions religieuses, philosophiques, morales et autres. Cela confirme une société qui veut mettre en œuvre le libre choix, mais sans se limiter seulement aux principes, puisqu'elle va plus loin.

La seconde raison sur laquelle se fonde notre soutien à la proposition est le fait que nous sommes conscients que pour exercer valablement le libre choix, il faut en avoir les moyens. Il est inutile de dire à quelqu'un qu'il a le libre choix de se procurer les aliments ou le logement qu'il souhaite s'il n'a aucun moyen de mettre en œuvre cette liberté. C'est pourquoi la rédaction concrète, même simplement sur le plan de la légistique constitutionnelle de l'article 117, va plus loin que la reconnaissance du principe et fonde la légalité et la nécessité de moyens pour mettre en œuvre ce libre choix. Et ces moyens sont nécessaires pour assurer la « qualité » de l'assistance morale. Il faut pour cela pouvoir former des délégués qui aideront moralement les personnes qui le souhaitent et rendre l'offre d'assistance connue et accessible par un minimum d'organisation. Cette formation elle-même est objet de temps, d'un programme, de prestations de formateurs, d'éducation de personnes spécialisées. En effet, n'importe qui ne peut pas offrir une aide morale de qualité, dans quelque domaine que ce soit!

Ces moyens sont indispensables aussi pour assurer la disponibilité en temps nécessaire pour fournir cette assistance morale. Or, qui dit disponibilité en temps dit aussi absence de contraintes qui seraient liées au besoin de rechercher d'autres sources de revenus professionnels; une certaine autonomie matérielle est nécessaire pour pouvoir être entièrement disponible pour cette mission sociale, philosophique et morale d'importance, consistant à apporter une assistance aux personnes qui le souhaitent.

Ces moyens structurels qui ne sont pas des subsides à décider annuellement sont encore nécessaires pour assurer une certaine indépendance. Cet aspect rejoint le problème de la réflexion que nous devons mener dans le cadre de la loi d'application sur la compatibilité de la fonction de délégué à l'assistance morale non

confessionnelle avec d'autres pratiques professionnelles. Ces moyens sont donc destinés à assurer la qualité de l'assistance morale, mais transiteront, comme le texte le prévoit clairement, par des organisations reconnues garantissant la fiabilité de cette qualité.

La troisième raison pour laquelle nous soutenons la proposition consiste en la reconnaissance de l'utilité dans notre collectivité, dans notre vie démocratique avancée, de la présence même de personnes pouvant fournir une assistance morale. Cela remet en lumière un élément important pour les écologistes, à savoir que la qualité de la vie que nous cherchons d'abord à protéger, ensuite à promouvoir, est également très largement dépendante des capacités de communication et de relations humaines et donc, de l'écoute entre les personnes, mettant l'accent sur les qualités immatérielles de la vie, car quoi que certains puissent en penser, notre combat est d'abord axé sur ces valeurs immatérielles de la qualité de la vie. Un peu comme saint François d'Assise, nous croyons que l'on peut vivre heureux sans abondance de biens matériels. Beaucoup de gens ne se rendent pas compte que c'est là une partie de notre message et qu'en nous dégageant progressivement d'une certaine dépendance — souvent du surplus ou de ce que l'on estime indispensable sur le plan matériel —, nous pourrions mieux recentrer notre esprit sur l'épanouissement des personnes, sur tout ce qui fait la qualité de la vie sur le plan des relations humaines, sans oublier ce qui relève de l'immatériel, par exemple la beauté et la pureté de la nature ou la possibilité de disposer d'un environnement où existe le silence et pas uniquement le bruit.

Ces trois raisons fondamentales, à savoir le libre choix, l'utilité de l'aide morale à une personne qui est en souffrance ou en demande d'une réflexion avec une autre personne sur le sens de sa vie ou sur des questions qu'elle se pose et, enfin, la nécessité de garantir les moyens de la qualité de cette assistance morale — à défaut de quoi, le libre choix n'est qu'un leurre —, ce sont ces raisons fondamentales, disais-je, qui justifient notre soutien à cette adaptation de l'article 117 de notre Constitution.

La discussion de ce jour a remis en lumière des débats implicites qui n'ont pas suffisamment été approfondis et qui devraient avoir lieu à l'avenir. Il s'agit notamment du débat évoqué par M. Goovaerts sur la notion de volontariat fiscal, c'est-à-dire l'appel à un choix personnel des citoyens parmi les associations philosophiques, religieuses ou autres qu'ils veulent soutenir dans le cadre du partage de leurs ressources avec la collectivité. C'est ce que nous appelons, dans un langage peut-être un peu simpliste, le volontariat fiscal.

Nous fûmes les promoteurs d'une telle perspective de choix du citoyen lorsque nous avons élaboré des propositions concernant un impôt volontaire pour la paix, lequel aurait permis de remplacer, si on le souhaitait, une partie des impôts payés par chacun pour la défense nationale armée. Cette idée, qui fut longuement étudiée, reste présente dans nos réflexions en matière de choix individuels à poser par les citoyens sur la façon d'affecter leurs ressources et de partager une partie du fruit de leur travail avec la collectivité.

Le deuxième problème évoqué par M. Hasquin, qui a entraîné des décisions et des évolutions significatives dans d'autres pays européens, est la question de savoir si l'on n'effectue pas un alignement vers le haut de la façon de respecter et de traiter l'ensemble des personnes représentatives des communautés religieuses et philosophiques, lorsqu'on constate historiquement la position d'un certain privilège de fait de l'Eglise catholique dans notre pays. J'estime, comme lui, que ce n'est pas le bon combat parce que d'autres, beaucoup plus importants, doivent être menés.

Comme certains l'ont dit, la culture politique que nous soutenons, qui est une cohabitation positive respectant un pluralisme démocratique et le libre choix du citoyen, est peut-être plus importante que le fait de s'atteler à reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre.

J'en arrive au débat sur les lois d'application, qui n'est évidemment pas terminé. Je me pose un certain nombre de questions techniques à ce sujet, mais je crois qu'il ne convient pas de les développer aujourd'hui. Toutefois, dans l'esprit qui a gouverné notre débat en la matière, il faudra agir sans passion et sans esprit

revendicatif qui voudrait, secondairement, s'insérer dans le débat à cette occasion. Il faudra clairement aborder le problème des barèmes accordés aux délégués, du nombre d'organisations et de délégués à reconnaître, des compatibilités professionnelles et des contrôles à exercer sur l'utilisation des ressources ainsi attribuées, mais tout cela n'entre pas dans l'actuel débat.

Je termine en confirmant que nous soutenons entièrement cette proposition, laquelle nous permet, d'une part, de parler à nouveau des fondements de notre culture politique et de l'évolution de notre régime et, d'autre part, de ne pas éluder certains problèmes sous-jacents à ce débat. Nous aurons encore l'occasion, à l'avenir, d'aborder d'autres éléments liés à cette option, qui se situe sur le plan éthique et qui est une façon de concevoir l'évolution de notre régime démocratique, laquelle, je l'espère, se poursuivra dans le cadre d'un Etat fédéral et solidaire. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, uiteraard heb ik geen enkel probleem met het toekennen van een eerlijke vergoeding aan degenen die zich wijden aan het verlenen van morele bijstand. Iedereen, ook degene die geen godsbeeld aanneemt, heeft recht op dergelijke bijstand. Voor de inzet van morele helpers die zich inzetten in gevangenissen, kazernes, ziekenhuizen, kan ik enkel bewondering opbrengen. Ik meen dan ook dat deze hulpverleners recht hebben op een wettelijk geregelde appreciatie van hun noodzakelijke opdracht.

Vrijzinnigheid, het vrije denken zonder aangepaaste schuldgevoelens, het humane denken over menszijn, leven en dood, is zeker een respectabele filosofische denkwijze. En zolang een filosofische denkwijze niet strijdig is met het Westerse waardenpatroon, zolang de eigen filosofische regels van die denkwijze niet verheven worden verklaard boven de wetsnormen die voor belijders van andere filosofische denkwijzen wel bindend zijn, zolang moeten deze denkwijzen worden aanvaard als deel uitmakend van nastreefbaar gedachtenvrijheid.

Collega's, het begrip niet-confessionalisme dook voor de eerste maal op bij de invoering van een « cursus niet-confessionele zedenleer » in het onderwijs. De Schoolpact-resolutie verduidelijkt echter dat het vak helemaal niet bedoeld was als « de verdediging van een specifieke wijsgerige leer ». De cursus werd daarvoor dan ook niet gebruikt. Hij misgroeide zeer snel tot een geprievilegieerd bastion voor « mei 68-ers » die de ethische beginselen, en de hogere filosofische overtuigingen die onze beschaving inhoud gaven en geven, vervingen door een onstuitbare nivelleringsdrang.

De vrijheid van gedachten werd daardoor verwezen naar het hoekje van de wensdromen. Linkse leerkrachten maakten van de cursus zedenleer het oplepelen van een nieuwe godsdienst met een eigen inquisitie tegen al wat rechts was en is. Met de opruiing in de scholen ter gelegenheid van de voorbije 24e november werd trouwens een uiterst negatieve bladzijde geschreven in de antirechtse bijbel der nihilisten.

Gedachtenvrijheid mag, evenwel met uitsluiting van het rechtse denken. Dit mag toch wel een schoolvoorbeeld worden genoemd van devaluatie van begrippen, van ontwaarding van termen.

De nieuwe clericalen van het anti-clericalisme verklaarden zichzelf echter tot onfeilbaar inzake het beoordelen en vooral inzake het veroordelen van maatschappijstromingen. Voor deze misbruikers van de ontvankelijkheid van kinderen en jongeren gebruik ik de term niet-confessionelen niet graag; voor hen verkies ik de term « anti-confessionelen ». Ook de niveauverlagende oprispingen en het uithalen naar al wat christelijk is in radioprogramma's, die nochtans de vrijheid van woord in hun vaandel voeren, zijn niet van aard om eerbied voor alle filosofische denkrichtingen te bevorderen. Voor de eerlijke morele helpers zou het daarom veel beter zijn indien zij zichzelf als vrijzinnigen aanmelden, omdat niet al wat niet-confessioneel is ook meteen eerlijk vrijzinnig kan worden genoemd.

Ik betreur het dan ook dat het amendement met betrekking tot het verlenen van een legitieme erkenning aan de vrijzinnigheid, in de commissie niet werd aangehouden, omdat vrijzinnigheid als denkrichting wel degelijk erkenning verdient, en omdat niet-confessionalisme te ruim is omschreven.

Omwille van de vaagheid — die, toegegeven, eigen is aan «belgische» wetsschrijvers — en omdat ook dit herzieningsvoorstel deel uitmaakt van een voor Vlaanderen slechte grondwetswijziging, zou een tegenstem aangewezen zijn. Omwille van het respect voor de morele veldwerkers, die elke erkenning verdienen, zal het Vlaams Blok zich terugplooiën op een onthouding. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, bij de bespreking van dit voorstel wil ik even verwijzen naar mijn uiteenzetting van 26 november 1980, waarin ik allusie maakte op een uiteenzetting van minister Perin, gehouden in 1978. Hij zei: «Ik ben geen gelovige. Ik ben een agnosticus. Aan degenen die zich opstellen voor niet-confessionele opvattingen, zou ik willen vragen dat zij mij hun opvattingen niet opleggen.»

Hij zei ook: «Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il est temps d'informer l'opinion publique que certains agnostiques peuvent avoir des sentiments religieux. Ceux-là n'ont pas envie, dans les circonstances difficiles de leur existence, d'avoir l'assistance d'un matérialiste athée, radicalement opposé à leurs convictions profondes. Pour original que cela paraisse, j'entendais le dire maintenant car il faut que l'opinion le sache.»

Hij zei dit in 1978 tijdens de bespreking van de herziening van artikel 117 van de Grondwet.

Ik meen dat het ogenblik is aangebroken om zijn woorden te herhalen. Dat is de reden waarom ik, misschien onterecht, de indruk heb dat dit een oneigenlijk debat is.

Ik heb de heer Hasquin horen verklaren dat men eindelijk een wedde kan toekennen aan de lekenconsulenten van zodra dit voorstel is goedgekeurd. Dit is totaal onjuist. De heer Arts heeft het al uitdrukkelijk gezegd: «Artikel 117 van de Grondwet moet niet worden gewijzigd om vergoedingen toe te kennen.»

De heer Hasquin heeft trouwens een opsomming gegeven van de tussenkomsten van de Staat. Deze lijst zou eventueel kunnen worden uitgebreid omdat men van oordeel kan zijn dat er een zekere discriminatie is.

De heer Seeuws. — Het was geen lijst met subsidies.

De heer Cooreman. — Hij verwees naar de erkenning van consulenten in het leger en naar het OCMW.

De heer Seeuws. — Er is geen enkel uitvoeringsbesluit, er is alleen een subsidiëring teneinde de «laïcité» te organiseren in afwachting van een mogelijke erkenning.

De heer Cooreman. — In 1980 heeft men voor de eerste keer 30 miljoen uitbetaald. Dit jaar zal 95 miljoen worden uitbetaald. Het is de enige begrotingspost die in een dergelijke mate toeneemt.

Daartegen protesteren wij niet, maar wij spreken alleen over een discriminatie. De vrijzinnigen zijn op het ogenblik namelijk de enigen die een globale toelage krijgen en niet moeten opgeven hoe zij die bedragen besteden.

Laten wij hierbij echter niet blijven stilstaan, want dit is precies het oneigenlijke debat.

Ik betreur het dat men deze gelegenheid niet te baat heeft genomen om een veel ruimer debat te houden. Ter gelegenheid van de bespreking van artikel 117, tweede lid, had men de hele maatschappij onder de loupe kunnen nemen. Die is ziek. Er zijn bijvoorbeeld nooit zoveel zelfmoorden geweest als nu. Er zijn nog nooit zoveel druggebruikers geweest. Er is nog nooit zoveel moreel leed geweest als vandaag. Het aantal echtscheidingen is enorm toegenomen. Ik bekijk dit niet vanuit godsdienstig standpunt; ik heb alleen oog voor het menselijk leed dat hieruit voort-

vloeit, voor de uit de echte gescheidenen en hun kinderen. Zo zou ik nog verder kunnen gaan. Wij zien zoveel criminaliteit, die zeer vaak een vorm van verzet is tegen de maatschappij. Dit kwam nog tot uiting in de overval te Edegem een paar dagen geleden. Die overvaller was verbitterd en wilde zijn agressie tegen de maatschappij uiten.

Dit alles wijst erop dat onze maatschappij ziek is. Waarom bundelen de vrijzinnigen, de niet-confessionelen in de betekenis die eraan gegeven werd door de heer Perin, en de confessionelen van de verschillende godsdiensten niet hun krachten om te zoeken naar een mogelijkheid om verbetering te brengen aan onze maatschappij? Hier zouden wij elkaar kunnen vinden en iets positiefs doen. Dit zou ook hoop kunnen geven aan de jongeren en ouderen in onze maatschappij. Hiervoor wil ik pleiten. (Applaus.)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close.

Het enig artikel van het voorstel tot herziening van de Grondwet luidt:

Enig artikel. Aan het artikel 117 van de Grondwet wordt een tweede lid toegevoegd, luidende:

«De wedden en pensioenen van de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing, komen ten laste van de Staat; de daartoe vereiste bedragen worden jaarlijks op de rijksbegroting uitgetrokken.»

Article unique. A l'article 117 de la Constitution, il est ajouté un second alinéa, libellé comme suit:

«Les traitements et pensions des délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle sont à la charge de l'Etat; les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget de l'Etat.»

De stemming over de bepaling, met bijzondere meerderheid, overeenkomstig artikel 131 van de Grondwet, heeft later plaats.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur la disposition, à la majorité qualifiée, conformément à l'article 131 de la Constitution.

ONTWERP VAN WET — PROJET DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De Regering heeft ingediend een ontwerp van wet op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Dit ontwerp van wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Ce projet de loi sera imprimé et distribué.

Het wordt verwezen naar de commissie voor de Financiën.

Il est renvoyé à la commission des Finances.

PROPOSITION — VOORSTEL

Dépôt — Indiening

M. le Président. — MM. Taminiaux et Lallemand ont déposé une proposition de révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux.

De heren Taminiaux en Lallemand hebben ingediend een voorstel tot herziening van titel II van de Grondwet, om een artikel 24bis in te voegen betreffende de economische en sociale rechten.

Cette proposition sera imprimée et distribuée.

Dit voorstel zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Elle est renvoyée à la commission de la Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions.

Het wordt verwezen naar de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — MM. Hasquin et Monfils ont déposé une proposition de loi modifiant l'article 98 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

De heren Hasquin en Monfils hebben ingediend een voorstel van wet tot wijziging van artikel 98 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

M. Desmedt a déposé une proposition de loi sur les emballages et instituant un mécanisme d'écovance.

De heer Desmedt heeft ingediend een voorstel van wet betreffende de verpakkingen en de invoering van een regeling inzake milieueffingen.

M. Cerexhe a déposé une proposition de loi modifiant l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

De heer Cerexhe heeft ingediend een voorstel van wet tot wijziging van artikel 82 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

Er zal later over de inoverwegening worden beslist.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

Verzoek — Demande

De Voorzitter. — De heer Dierickx wenst de minister van Sociale Zaken te interpellieren over « de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen ».

M. Dierickx désire interpellier le ministre des Affaires sociales sur « l'exécution de l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux ».

De datum van deze interpellatie wordt later bepaald.

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

Dames en heren, onze agenda voor vandaag is afgewerkt.

Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, woensdag 20 januari, om 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, mercredi 20 janvier, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 19 uur.)

(La séance est levée à 19 heures.)